

***l'Anti*capitaliste**

n°373 | 2 mars 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire

www.NPA2009.org

**LES RÉACTIONNAIRES SONT
EN CAMPAGNE CONTRE
LES DROITS DES FEMMES**

UN 8 MARS



DE GREVE, DE LUTTE!

Dossier

**Notre programme
féministe et anti-
capitaliste** Pages 6 et 7

ÉDITO

Le FN, un parti pas
comme les autres?
Page 2

PREMIER PLAN

Amnesty International: un cri
d'alarme contre l'offensive
réactionnaire Page 2



PREMIER PLAN

Campagne: un ouvrier c'est là
pour fermer sa gueule?
Page 3

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Amal Bentounsi
sur les violences policières
Page 12



édito

Par CATHY BILLARD

Le FN, un parti pas comme les autres?

Elle est très énervée la candidate du Front national. Sa campagne commençait à prendre une bonne tournure... À tel point que les grands patrons de la finance internationale (Bloomberg, Barclays, UBS) commençaient à la prendre au sérieux et à rencontrer ses équipes, comme le décrivent les Échos citant un des représentants FN s'adressant au représentant de Bloomberg: « Nous allons honorer la signature de la France, et nous nous engageons à maintenir la stabilité économique, monétaire et financière du pays »... Et voilà les juges qui s'achament à ouvrir les affaires qui mettent en cause le parti et l'autoproclamée « candidate du peuple » contre tous les candidats du « système », sous-entendu des magouilles et des affaires... D'abord le Parlement européen qui ponctionne son salaire de moitié (sans qu'elle ne s'en plaigne, la millionnaire n'est pas à l'euro près), pour récupérer les salaires touchés par deux dirigeants du FN... qui travaillaient certes pour le parti mais absolument pas au Parlement européen! Et vingt « faux assistantEs » sont aussi sur la sellette. Puis ce sont des juges français qui ont interrogé son propre garde du corps et mis en examen une prétendue assistante. Et Mme Le Pen de refuser de répondre à la convocation des juges, faisant jouer son « immunité » de parlementaire européenne. Toutes les ficelles sont bonnes. Dernier épisode, alors que 12 membres du FN sont déjà inculpés pour détournements de fonds publics pour les campagnes présidentielles et législatives de 2012, Frédéric Châillon, ami personnel de la candidate, vient d'être mis en examen pour détournements de fonds sociaux dans les campagnes du FN de 2014 et 2015... Alors la candidate du FN explose: « Je veux dire aux fonctionnaires, à qui un personnel politique aux abois demande d'utiliser les pouvoirs d'État pour surveiller les opposants, organiser à leur encontre des persécutions, des coups tordus ou des cabales d'État, de se garder de participer à de telles dérives. Dans quelques semaines, ce pouvoir politique aura été balayé par l'élection. Mais ses fonctionnaires, eux, devront assumer le poids de ces méthodes illégales. Ils mettent en jeu leur propre responsabilité. L'État que nous voulons sera patriote. » Menace et intimidation? Et pour bien se faire comprendre: « Je veux un État impartial. La neutralité politique sera garantie à tous les agents et aura pour contrepartie l'existence d'un strict et salutaire devoir de réserve dans l'exercice de leurs fonctions ». Le FN est bien candidat pour gérer ce système, en utilisant les moyens de l'État pour les intérêts du parti, mettant au garde à vous les fonctionnaires pour mieux les faire marcher à son pas...

BIEN DIT

Une illustration supplémentaire que l'État de droit est allègrement bafoué par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Déclaration du COLLECTIF CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS mardi 28 février, suite à la décision du tribunal administratif d'annuler enfin la cession à l'Andra d'une forêt près de Bure dans la Meuse, forêt sous laquelle doivent être enfouis des déchets nucléaires...

À la Une

Un 8 mars de grève, de lutte!

Inspirée par les grèves de femmes de l'automne dernier, d'abord en Islande contre l'inégalité salariale puis en Pologne en réponse aux tentatives de criminaliser l'avortement, et fortes de leurs propres mobilisations massives contre les violences, les femmes argentines de Ni Una Menos ont lancé un appel à l'automne 2016 pour une grève internationale le 8 mars pour protester contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence économique...

Cet appel a été rapidement repris en Italie par le mouvement Non Una Di Meno après la grande manifestation de Rome en novembre dernier. Le 7 novembre, en France, l'appel à cesser le travail à 16h34 pour dénoncer les 27% de salaire en moins touchés par les femmes, a reçu un écho inattendu sur les réseaux sociaux. Cela a incité les syndicats à préparer la grève le 8 mars dans le cadre de l'appel unitaire des associations féministes et organisations syndicales, soutenu par des partis politiques de gauche.

Nouvelle impulsion internationale

Les manifestations massives de femmes contre Trump le 21 janvier ont donné une nouvelle impulsion au mouvement. La déclaration d'Angela Davis illustre bien cette volonté: « Cette marche des femmes représente la promesse d'un féminisme qui se bat contre les pouvoirs pernicieux de la violence étatique. Un féminisme inclusif et intersectionnel qui nous invite toutes et tous à rejoindre la résistance face au racisme, à l'islamophobie, à l'antisémitisme, à la misogynie et à l'exploitation capitaliste. (...) Lutter pour le droit des femmes, c'est lutter pour les droits humains partout sur la planète ». L'appel argentin a été repris aux États-Unis et dans plus de 40 pays à travers le monde. De l'Australie au Brésil, du Paraguay à la Pologne, des femmes s'organisent et préparent des actions. Si les plus grosses manifestations de ces dernières années en Amérique latine ont eu lieu contre les violences faites aux femmes, en Argentine mais également au Brésil, contre les féminicides au Mexique, en Bolivie, en Colombie, nous avons



également vu des protestations contre des prises de positions barbares de l'Église catholique interdisant à des fillettes d'avorter après avoir subi des incestes... En Europe, après l'Espagne en 2015 où une tentative de limiter le droit à l'avortement a provoqué une forte mobilisation et un soutien international, il y a eu une nouvelle mobilisation en Pologne contre la tentative d'interdire l'avortement en toutes circonstances: le lundi 3 octobre, les femmes ont refusé de participer à la marche normale de la société, démontrant ainsi leur force. Par ailleurs, en Irlande, le mouvement pour la légalisation de l'avortement est un mouvement de longue durée, et les Irlandaises appellent aussi à la grève le 8 mars. Aux États-Unis, face à la présidence Trump, dénoncé pour sa misogynie, on s'attend aussi à des attaques sur les droits fondamentaux des femmes,

des attaques qui ont déjà commencé au niveau des États.

Contre toutes les violences

L'appel d'Argentine dénonce la violence dans toutes ses formes. C'est la violence domestique, mais aussi la violence du marché, de la dette, des relations de propriété capitaliste et de l'État; la violence des politiques discriminatoires contre les femmes lesbiennes, trans et queer; la violence de la criminalisation étatique des mouvements migratoires; la violence de l'incarcération de masse; et la violence institutionnelle contre le corps des femmes par l'interdiction de l'avortement et le manque d'accès à des soins de santé gratuits et à l'avortement gratuit. Cet appel doit renforcer notre détermination à nous opposer aux attaques institutionnelles, politiques, culturelles et économiques contre les femmes musulmanes et migrantes,

les femmes de couleur, les femmes qui travaillent et les femmes sans emploi, les femmes lesbiennes, les femmes queer et les femmes trans.

En mouvement, en grève

Les grèves du 8 mars renouent avec une longue tradition. Dans les années 1908 et 1909, les travailleuses du textile à New York faisaient grève pour demander des meilleures conditions de travail, contre la répression et pour le droit de vote. En 1910, inspirée par la lutte des travailleuses, sur proposition de la socialiste allemande Clara Zetkin, la Conférence internationale des femmes a décidé d'organiser une Journée internationale des femmes travailleuses.

Quelques années plus tard, en 1917, des milliers de femmes, d'ouvrières et d'épouses de soldats russes se sont rendues dans les rues le 8 mars pour réclamer la paix et le pain, et déclencher l'insurrection qui renverserait le régime tsariste. Et ce 8 mars 2017 sera le 100^e anniversaire du début de la Révolution de février en Russie. Dans le contexte actuel de remise en cause des droits des femmes partout sur la planète, cet appel à une grève internationale des femmes, par les actions impulsées quelles que soient leurs formes, en tissant et renforçant les liens entre les femmes des différents pays, sera un élément central de résistance. Nous reprenons l'appel des Argentines: « Tissons un nouvel internationalisme. (...) Nous voyons que face au nouvel essor du néo-conservatisme, ici et dans le monde entier, le mouvement des femmes émerge comme une puissance alternative. »

Commission nationale intervention féministe

AMNESTY INTERNATIONAL

Un cri d'alarme contre l'offensive réactionnaire

Le rapport annuel d'Amnesty International¹, rendu public à Paris ce 22 février, donne une photographie des ravages opérés par l'offensive des classes dominantes contre les travailleurEs et les peuples.

Les discours de haine, « des discours remplis d'accusations instillant la peur et désignant des boucs émissaires, propagés par ceux qui cherchaient à prendre le pouvoir ou à le conserver à tout prix » occupent le devant de la scène.

« Discours de haine »

« Les craintes étaient certes perceptibles pendant la campagne électorale

américaine avec les propos incendiaires du candidat Trump. Mais aujourd'hui, ce même candidat Trump est au pouvoir. Duterte a lui aussi été élu, et l'effet du Brexit et de la montée des mouvements d'extrême droite en Europe n'ont pas fini de se faire sentir. »

Viktor Orban qualifie les migrants de « poison », le député néerlandais d'extrême droite Geert Wilders parle

de la « racaille marocaine ». Aux Philippines, une vague d'exécutions expéditives a été ordonnée par Duterte visant des milliers de personnes soupçonnées d'être impliquées dans le commerce des stupéfiants. En Birmanie, des dizaines de milliers de Rohingyas ont été déplacés dans des « opérations de nettoyage », avec tirs aveugles sur les civils, viols, arrestations arbitraires...

« L'ampleur grandissante des politiques sécuritaires »

En France, Amnesty International dénonce la restriction des droits élémentaires en invoquant la lutte contre le terrorisme, en particulier l'état d'urgence décidé après les attentats du 13 novembre 2015 et prolongé depuis. Selon son recensement, de fin 2015 à fin 2016, « seules 0,3% des mesures liées à l'état d'urgence ont débouché sur une enquête judiciaire pour faits de terrorisme », les autres renvoyant aux interdictions de manifestations, surveillance de masse généralisée, assignations à résidence...

De nombreux pays européens modifient leur Constitution ou adoptent de nouvelles lois pour faciliter la déclaration de l'état d'urgence. En Hongrie, un sixième amendement adopté en juin 2016 vient accentuer considérablement les pouvoirs de l'exécutif en cas de « situation de menace terroriste ». Il permet le déploiement de l'armée et

Un monde à changer

LES JEUX OLYMPIQUES DU GASPILLAGE ET DU FRIC. «*Made for Sharing*» («Venez partager») est le slogan officiel de la candidature de Paris aux Jeux olympiques 2024. Tout à leur fièvre, les officiels n'ont pas hésité à jeter la langue française par-dessus bord. Les villes candidates se sont désistées les unes après les autres : Hambourg, Toronto, Rome, Boston, Budapest... Partout où les populations ont pu s'exprimer, elles ont rejeté les JO. Ne restent en lice que Paris et Los Angeles...

Malgré les flonflons, il commence à se savoir que les Jeux sont ruineux et générateurs de gaspillage. Certaines installations construites à des prix exorbitants ne servent plus ensuite, mais il faut rembourser la facture au détriment de dépenses utiles. Ainsi, en France, le tremplin de Saint-Nizier érigé pour les JO d'hiver de Grenoble en 1968 n'en finit pas de se dégrader, et les remboursements se sont étalés sur 26 ans... Plus récemment au Brésil, à Rio, six mois après la fin des JO, la ville est devenue un cimetière d'«éléphants blancs», à l'image du stade Maracana, ancien temple du

football brésilien, où l'électricité a été coupée et qui est désormais livré aux pillards et autres trafiquants de drogue.

Tous les budgets initiaux des JO ont littéralement explosé, comme celui de Londres (JO 2012) qui était passé de 4,8 milliards à 11,9 milliards. Les édifices olympiques bâtis sous l'égide de «lois olympiques» d'exception, mobilisent toujours une majorité de «travailleurs jetables» et d'intérimaires. Les emplois créés, prétendument durables, disparaissent à la fin des Jeux. À Paris, comme ailleurs, les JO vont être une occasion de spéculation immobilière et de profits juteux pour les groupes du BTP. Et pour protéger les sites olympiques, on assistera au déploiement d'un imposant arsenal policier et militaire, avec, comme lors de l'Euro 2016, la restriction des libertés fondamentales.

C'est pour toutes ces raisons que le NPA est signataire du texte «*Non à la candidature de Paris aux Jeux 2024*», initié par la revue *Quel sport?* et également signé (entre autre) par ATTAC France, Droit au logement, Sud éducation et Lutte ouvrière, ainsi que par Danièle Simonnet du PG.

Ainsi, Vanessa Bugraff, journaliste et chroniqueuse, aura mis plus de deux minutes pour poser sa question à Philippe, entre les rires et les fous rires de l'animateur vedette, de ses chroniqueurs, mais aussi des invitéEs. Et qu'est-ce qui les a fait autant rire? La question des licenciements? Notre revendication de les interdire? Certainement, mais pas seulement...

A priori, Philippe lui-même, «petit candidat», semble avoir été un sujet de plaisanterie pour ces messieurs dames. Après un très classe «vous êtes invité parce qu'on est obligé» lancé par Ruquier, entre deux fous rires, Yann Moix en a rajouté une couche : s'adressant à Vanessa Bugraff, «tu parles peut-être au prochain président de la République», pour s'esclaffer de plus belle... Cette séquence, consternante, est au-delà le condensé d'un mépris de classe, d'un mépris social de la part d'une certaine élite prétendument bien-pensante...

Un candidat pour rire?

Une nouvelle fois, certains journalistes ou faisant office de, ont du mal à se faire à l'ouvrier candidat. On aura donc bien vu samedi soir la différence de traitement entre Thierry Solère, le porte-parole de Fillon, et Philippe. Respect et écoute pour l'un, rires et moqueries pour l'autre, participant ainsi à l'idée que l'élection présidentielle, considérée comme la plus importante de nos institutions, devraient être réservée aux politiciens professionnels, et à eux seuls... Il y a pourtant eu auparavant Arlette Laguiller et Olivier

CAMPAGNE Un ouvrier c'est là pour fermer sa gueule?

Ce samedi 25 février, Philippe Poutou était invité, par équité du temps de parole, de l'émission de Laurent Ruquier. Il venait notamment y défendre l'interdiction des licenciements. Mais la question n'a pu être abordée qu'au bout d'un long fou rire des chroniqueurs et des invitéEs. Une véritable démonstration de mépris de classe.



Résister, c'est exister... Dans les médias aussi! DR

Besancenot, mais eux, bien que non professionnels de la politique, avaient fini par acquiescer au fil du temps une certaine reconnaissance médiatique et politique. Pourtant, quoi de plus légitime, dans un système qui se prétend démocratique, que de se faire représenter par une personne ordinaire, qui partage les conditions de vie et les préoccupations de la grande majorité de la population? Une personne qui bataille actuellement avec ses collègues pour la défense de l'emploi, la survie de son usine, quelqu'un qui pointe la semaine...

Plus que jamais, il est nécessaire de s'organiser afin que nous ne laissions plus les autres décider à notre place, car les choix, politiques comme économiques, ne sont pas l'affaire de spécialistes! Nous, salariéEs, précaires, chômeurEs, jeunes, retraitéEs... avons notre mot à dire, en particulier – n'en déplaise au plateau de l'émission «On n'est pas couché» – sur comment lutter contre le chômage.

Oui, interdire les licenciements!

Mme Bugraff, M. Ruquier, M. Moix et compagnie... être licencié, ce

n'est pas drôle, c'est une vie fragilisée, précarisée, voire brisée... Pour le NPA et son candidat Philippe Poutou, la première chose que devrait faire un gouvernement répondant aux besoins sociaux serait de permettre à toutes et tous de travailler, en partageant le travail. Pour cela, il faut réduire le temps de travail, à 32 heures hebdomadaires avec embauches et sans perte de salaire. L'emploi doit être posé comme un droit social, et oui pour cela, il faut mettre hors la loi le licenciement, en instituant la pérennité du contrat de travail, au-delà des changements de poste ou de qualification, un contrat de travail sous la responsabilité totale de l'employeur, de la branche professionnelle ou du patronat local, au-delà des aléas de telle ou telle activité. C'est enfoncer un coin décisif dans la propriété privée des moyens de production, dans le pouvoir du patronat. Mais pour entendre cela, il faut peut-être s'affranchir de quelques barrières sociales. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre...

Sandra Demarcq

l'autorisation pour les militaires d'utiliser des armes à feu, la suspension des lois, ou encore l'interdiction de manifestations publiques.

«L'égoïsme des pays riches»

La situation des réfugiés s'est dégradée. «36 pays ont violé le droit international en renvoyant illégalement des réfugiés dans des pays où leurs droits étaient menacés», note Amnesty. L'assimilation des réfugiés aux terroristes sans le moindre fait à l'appui devient un lieu commun dans les discours politiques. La moitié des réfugiés du monde est installée dans des pays voisins de ceux qu'ils ont quittés, souvent pauvres et en proie à la guerre.

«Les pays riches, y compris la France, ne prennent pas leur responsabilité. [...] Depuis 2011, l'Hexagone n'a accueilli que 11 000 Syriens, tandis que la Jordanie – qui compte presque dix fois moins d'habitants – en a admis

plus de 655 000, soit 60 fois plus!» «L'Union européenne, qui compte plus de 500 millions d'habitants et qui constitue l'ensemble politique le plus riche de la planète, s'est singulièrement montrée incapable d'apporter une réponse cohérente, humaine et respectueuse des droits humains. [...] Seuls dix pays, qui représentent moins de 2,5% du PIB mondial, accueillent 56% des réfugiés de la planète».

«70 ans de progrès en danger»

C'est une régression sociale et démocratique, humanitaire, considérable qui est en cours. Selon le secrétaire général d'Amnesty, «plus de 70 années de travail acharné et de progrès humains sont en danger». Sans idéaliser, loin s'en faut, ces 70 ans qui nous séparent de la Seconde Guerre mondiale, il n'empêche que l'offensive des classes capitalistes pour maintenir le taux de profit débouche sur une terrible régression des acquis qui avaient pu



être conquis sous la pression des travailleurs et des révolutions coloniales. «L'indignation de chacun doit provoquer des actions de solidarité qui défient les personnes au pouvoir afin de protéger les droits humains.» C'est vrai, mais la seule voie pour défendre

acquis et progrès est d'aller plus loin pour contester radicalement la domination des capitalistes qui menacent l'avenir même de la société.

Yvan Lemaitre

1 – <https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2016/02/annual-report-201516>

Le chiffre 15 sur 22

C'est le nombre de membres du Comité scientifique européen en matière de limites d'exposition professionnelle, qui sont directement liés (y compris pour certains sur le plan financier) à des secteurs industriels directement concernés par les substances soumises à leur évaluation. Ce comité est chargé de recommander des limites d'exposition aux produits dangereux pour la santé des travailleurs... Résultat: chaque année en Europe, 100 000 personnes meurent d'avoir été exposées à des produits qui leur ont causé un cancer tandis qu'elles exerçaient leur métier.



Agenda

Mercredi 8 mars, grève et manifestation pour les droits des femmes. À Paris, à 14 h, début de l'occupation de la place de la République. À 15 h 40, grèves et débrayages au moment où les femmes cessent d'être payées... À 17 h 30, manifestation au départ de République.

Mardi 14 mars, réunion de la Société Louise-Michel, Paris. *La fraternité de nos ruines, écrits sur la violence concentrationnaire (1945-1970)* de David Rousset, présenté par Pierre Rousset, à 19 h au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier Paris 20^e.

Dimanche 19 mars, marche pour la justice et la dignité, Paris. «Contre le racisme, les violences policières, la hogra et la chasse aux migrants». Manifestation à partir de 14 h, départ Nation, concert à partir de 18 h, place de la République.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Son père est un grand homme, un vrai patriote. Il a élevé une femme intelligente et forte qui sait comment faire de la politique au 21^e siècle.

DAVID DUKE, ancien dirigeant de l'organisation raciste et criminelle Ku Klux Klan, rendant hommage sur twitter mercredi 22 février à... Marine Le Pen et à son père Jean-Marie.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017
PHILIPPE POUTOU
 POUTOU2017.ORG

SANTÉ Leurs programmes en trompe-l'œil

La plupart des candidats mettent en valeur quelques promesses, comme le remboursement à 100% des lunettes des enfants, afin de masquer la nature rétrograde de leurs programmes.

Ainsi, Marine Le Pen reprend les arguments et revendications des syndicats et partis à gauche du PS. Mais quant il s'agit d'expliquer la difficulté d'accès aux soins et la souffrance du personnel des hôpitaux, elle retrouve le discours habituel de l'extrême droite en désignant des boucs émissaires : « les vagues d'immigration qui submergent les services hospitaliers »... Fillon n'annonce plus ouvertement la privatisation du « petit risque », mais il ne renonce à rien : il veut assécher les caisses de la Sécu en réalisant « à minima 20 milliards d'économie », et créer une « agence de garantie de la couverture solidaire », pour « un nouveau partenariat » entre la Sécu et les organismes complémentaires. Et il revendique avec Le Pen la suppression de l'Aide médicale d'État ! Macron veut « encourager la concurrence entre les complémentaires » : il préconise la suppression des cotisations maladie remplacées par la CSG, sans exclure un financement par la TVA, et il envisage que « l'État plutôt que les partenaires sociaux soit le garant de cette protection ». C'est fiscaliser et étatiser la Sécu pour en saper ses fondements ! Hamon prétend mener une politique de santé écologique... en prenant des mesures qui risquent fort de rester dans le domaine du symbolique. D'ailleurs, il l'avoue lui-même à propos de la prise en charge de l'activité physique : « l'enjeu est que la Sécurité sociale fasse un geste même symbolique » ! Ainsi il veut : « une approche rigoureuse sur les médicaments qui ont un bénéfice marginal », comprendre de nouveaux déremboursements ; « les réductions des cotisations sociales et le CICE conditionnés à une réorganisation du travail et du temps de travail », il maintient donc les milliards

d'exonérations de cotisations et d'allègements d'impôts mais avec des conditions... illusoire ; « miser sur la prévention pour maintenir un objectif des dépenses d'assurance maladie qui sert à freiner l'augmentation naturelle des dépenses de santé à 2,3% sur le quinquennat égal à 15 milliards d'euros d'économies », un baratin pour annoncer 15 milliards d'économies supplémentaires à l'hôpital ; « continuer à financer un certain nombre d'actes par la tarification à l'acte, mais en introduisant une notion de financement forfaitaire », le financement à l'activité sera modifié à la marge.

Pour des propositions « radicales »
 Mélenchon rejoint les propositions avancées depuis sa création par le NPA : le remboursement intégral des soins à 100%, la multiplication des centres de santé pour lutter contre les déserts médicaux et permettre l'accès aux soins, de l'embauche dans les hôpitaux et la suppression de la tarification à l'activité. Par contre, sa proposition d'un « pôle public du médicament » ne permet pas de s'opposer efficacement aux laboratoires pharmaceutiques qui réalisent des milliards de profits sur le dos des malades, alors que le NPA

et son candidat Philippe Poutou revendiquent l'expropriation de l'industrie pharmaceutique. De plus, le NPA est en total désaccord avec le programme de la France Insoumise qui, comme Hamon et Fillon, se prononce pour la « transformation de la CSG et de l'impôt sur le revenu actuel en un nouvel impôt citoyen sur les revenus, garantissant les recettes de la Sécurité sociale et de l'État ». Ce serait une grande victoire du patronat qui, depuis la création de la Sécu, veut détruire le salaire socialisé (les cotisations sociales), accusées d'être des « charges » insupportables car elles amputent son profit beaucoup plus que l'impôt. Pour le NPA, le droit à la santé doit être assuré à toutes et tous sans exclusive : la Sécu doit rembourser tous les soins et actes médicaux à 100% sans forfait ni franchise. Les dépassements d'honoraires doivent être interdits, les actes et soins des professionnels de santé rémunérés doivent être à leur juste valeur et le paiement à l'acte doit être aboli. Aucune avance des frais ne doit être exigée, le tiers payant doit être généralisé à tous les professionnels et établissements de santé. Mais pour être en bonne santé, se soigner n'est pas suffisant, il faut aussi agir sur les différents facteurs de dégradation de la santé : les conditions de travail, l'environnement, la nutrition, le logement. La Sécu doit donc avoir les moyens de réellement prendre en charge la prévention, l'éducation à la santé, la rééducation...

S. Bernard
 1 – Plus d'infos sur le programme santé du NPA : <http://sante-secu-social.npa2009.org/>

FILLON PROMET LES LUNETTES GRATUITES



Agenda

Jeu 2 mars, réunion publique, Marseille. Avec Philippe Poutou, à 19h au théâtre Mazenod, 88, rue d'Aubagne.

Vendredi 3 mars, réunion publique, Alès. Avec Philippe Poutou, à 19h à la Maison du peuple, salle Danielle-Casanova, quartier Tamaris.

Lundi 6 mars, réunion publique, Strasbourg. Avec Philippe Poutou, à 20h à la Maison des syndicats, 1, rue Sedillot.

Mardi 7 mars, réunion publique et concert, Saint-Denis. Avec Philippe Poutou, à l'initiative du NPA Jeunes, à partir de 19h à l'université Paris 8 amphi B1.

Vendredi 10 mars, réunion publique, Poitiers. Avec Philippe Poutou, à 20h à l'Auberge de jeunesse, 1, allée Roger-Tagault.

Lundi 13 mars, réunion publique, Grenoble. Avec Philippe Poutou, à 20h à la maison des habitants Vieux-Temple, 2, rue du Vieux-Temple.

NPA arguments de campagne

Des médias libres et indépendants, oui mais comment ?

Avec la poursuite de l'offensive néolibérale, l'information est de plus en plus considérée, à l'instar de l'éducation et de la santé, comme une marchandise. Comment lutter contre ce phénomène ?

On a en effet tendance à oublier que l'information est un droit et devrait donc être traité comme un bien commun. Or la marchandisation généralisée de l'information a une double conséquence : appauvrissement de la qualité des contenus, dégradation des conditions de travail des journalistes et de l'ensemble des salariéEs des médias.

L'une des premières et principales réponses face à cette tendance est la refondation et l'extension du service public de l'information et de la culture. Ce service public devra être totalement libéré des logiques mercantiles et rendu indépendant du pouvoir politique. Il devra respecter les droits des salariéEs, journalistes, personnels administratifs et techniques, mettre fin au recours de plus en plus systématique aux contrats précaires, et réintégrer la production des programmes, toujours davantage sous-traitée au privé, au sein du service public.

Il s'agit en outre d'imaginer un service public de l'information qui associerait

«grands» médias audiovisuels publics et médias associatifs, avec une politique de soutien à ces derniers, qui passerait notamment par une refonte du système des aides publiques à la presse, qui bénéficient aujourd'hui en premier lieu à des titres nationaux possédés par des grands groupes capitalistes.

Comment faire pour freiner l'appétit de ces grandes fortunes qui, à l'instar de Bolloré, Patrick Drahi ou Xavier Niel, se construisent de véritables empires médiatiques ?

Le secteur des médias est de plus en plus victime de processus de concentration et de financiarisation, à un point tel qu'une dizaine de grandes fortunes concentre entre ses mains plus de 90% des moyens d'information. L'appropriation privée des médias est la racine des deux problèmes principaux que posent les médias dominants : leur faible indépendance à l'égard des pouvoirs économique et politique, et le pluralisme (idéologique, politique, culturel) anémié qui les caractérise.

Au-delà de la refondation et de l'extension du service public, il s'agit de mettre en place une véritable législation anticongestion destinée à empêcher grands groupes et grandes



Qui pour tenir le micro ? Et pour le tendre à qui ? PHOTOTHÈQUE ROUGE / M10

fortunes d'accaparer toujours davantage de médias. Outre la définition d'un seuil de concentration capitaliste, ainsi que d'audience ou de diffusion, une personne, un groupe de personnes ou une entreprise ne devrait pas pouvoir posséder plus d'un seul titre ou canal. Il faut par ailleurs interdire par la loi à des entreprises bénéficiant de commandes publiques – comme

aujourd'hui Dassault, Lagardère ou Bouygues – de détenir, même indirectement, des médias, tant ce mélange des genres favorise structurellement les conflits d'intérêts.

Quel type de contre-pouvoir peut-on envisager dans le champ médiatique lui-même ?

Il est aujourd'hui nécessaire de définir un réel statut juridique pour les

rédactions, avec droit de regard, voire de veto, sur les décisions économiques et éditoriales de « leurs » médias. Les cas récents de la violente reprise en main d'i-Télé par Bolloré, du licenciement politique d'Aude Lancelin à l'Obs ou de la fermeture annoncée du service de macro-économie de la Tribune sur décision d'un actionnaire qui pense que l'information économique ne doit pas être critique, illustrent une tendance de plus en plus forte : celle des ingérences des propriétaires des médias au sein des orientations éditoriales, avec la complicité de leurs hommes-liges nommés dans les rédactions, sans que ces dernières aient la possibilité de faire autre chose que voter des motions de défiance qui demeurent sans effet. Qui plus est, le CSA, organisme totalement fantoche et d'une inutilité crasse, doit être remplacé par un véritable organisme de supervision des médias (pas seulement audiovisuels). Cet organisme associerait la représentation politique, les salariéEs des médias et leurs usagers, et serait notamment en charge de la répartition des aides publiques à la presse, du respect des chartes éthiques et déontologiques qui devraient exister au sein de chaque rédaction, ou encore de l'attribution des fréquences et des canaux de diffusion.

MÉLENCHON Impasses économiques

Jean-Luc Mélenchon a présenté le 19 février le chiffrage de son programme économique. On pourrait dire qu'il est insuffisant, mais l'essentiel n'est pas là : par sous-estimation de l'adversaire, il ne se donne pas les moyens de sa réalisation.

Jean-Luc Mélenchon a exposé son programme économique au cours d'un show de 5 h 30. Les objectifs avancés pour les cinq années à venir sont la relance de la croissance et la réduction du taux de chômage (à 6% en 2022, ce qui est supérieur au taux actuel des États-Unis et de l'Allemagne). La pompe serait amorcée par un emprunt de 100 milliards d'euros et une hausse de la dépense publique. Cela permettrait de financer des mesures d'urgence sociale comme l'extension du RSA aux jeunes, une allocation d'études sous conditions de ressources de 800 euros pour les étudiantEs, la retraite à 60 ans (avec 40 années de cotisation...), l'extension des remboursements de la Sécurité sociale, etc. Il y aurait également des mesures de transition écologique comme un soutien aux énergies renouvelables et un programme d'isolation des logements. Le SMIC serait revalorisé de 15% pour être porté à 1326 euros net par mois. Figure aussi au programme une réforme fiscale qui accroîtrait les recettes budgétaires : renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu, introduction d'une dose de progressivité dans la CSG, suppression des niches fiscales... et, de façon contradictoire, baisse de l'impôt

sur les sociétés de 33 à 25% (au moins pour les petites et moyennes entreprises). Quant au CICE, son montant sera recyclé dans un fonds au profit des PME-TPE.

Un coût d'arrêt à la casse sociale... béni par le FMI ?

Ce programme n'est pas celui du NPA. Le protectionnisme dit «solidaire» pose problème, mais son volet social, s'il était appliqué malgré ses limites, signifierait l'arrêt des politiques de destruction des acquis sociaux et une amélioration, au moins temporaire, de la situation des salariéEs et des couches populaires en général. S'il était appliqué, c'est justement la question. Mélenchon et son équipe ont présenté un programme «sérieux et réaliste». Ils se targuent d'être dans la ligne des préconisations actuelles des grandes organisations économiques internationales comme le FMI. Certes, ces institutions sont aujourd'hui favorables à un petit relâchement de l'austérité budgétaire (surtout en Allemagne) car elles s'inquiètent de la faible croissance et des risques de retombées dans la récession, mais elles ajoutent qu'il faut poursuivre à marche forcée la libéralisation de l'économie et la destruction des acquis sociaux, notamment des systèmes de retraite.

Les principaux adversaires oubliés

Certes, Mélenchon nous dit qu'il a un «plan B» qui pourrait déboucher sur la sortie de l'euro si la Commission européenne et l'Allemagne faisaient de l'obstruction. Admettons (cela mériterait plus de discussion), mais les «Insoumis» négligent d'autres adversaires : la bourgeoisie française et les marchés financiers. «Personne n'est en état de dire non à la France», claironne Mélenchon... Il les oublie ! L'idée de base du programme de relance est de soutenir les PME et de penser que les grands groupes français seraient neutres. C'est une pure illusion : si les mesures sociales étaient vraiment appliquées, les marchés financiers feraient monter les taux d'intérêt de la dette française et les capitaux commenceraient à fuir (sans parler d'une possible grève des investissements des grands groupes). Les tirades sur le «protectionnisme solidaire» négligent la liberté de circulation des capitaux. De plus, il y a dans le programme de Mélenchon, deux grandes absences : des incursions dans la propriété capitaliste et la mobilisation populaire. La seule nationalisation prévue est celle des chantiers navals STX de Saint-Nazaire. Sur la question stratégique des banques, JLM en reste au pôle public

bancaire minoritaire, l'essentiel des banques demeurant privées.

Une grande absente, la mobilisation populaire...

Une élection peut permettre d'accéder au gouvernement, mais l'essentiel du pouvoir demeure ailleurs. En réponse à un journaliste, Mélenchon a fini par lâcher : «*Tout est rapport de forces dans la vie.*» Certes, mais un vrai rapport de forces, ce n'est pas un «président insoumis»... mais des travailleurEs mobilisés.

Une telle mobilisation se construit. Certes, il y a des rigidités économiques : on ne peut pas tout faire d'un seul coup, il ne s'agit pas de jouer les «monsieur plus». Mais deux éléments sont indispensables.

Le premier, c'est que, à juste raison, les travailleurEs ne défendront qu'un pouvoir qui aura immédiatement amélioré leur situation : c'est pour cela qu'il faut que les salaires et les retraites soient augmentées de façon importante, les licenciements et les suppressions d'emplois interdites, les bases du contrôle des salariéEs dans les entreprises créées, la TVA sur les produits de première nécessité supprimée, les frais de santé remboursés à 100%.

Le second, c'est de se préparer à un affrontement avec le capital : il faut socialiser le système bancaire et instaurer un contrôle des mouvements de capitaux. La suite dépendra du «rapport de forces», c'est-à-dire, comme l'ont montré toutes les expériences passées, de la lutte des classes.

Henri Wilno



En action !

Toulouse Succès de la visite de Philippe Poutou.

Vendredi 24 février, avant de se rendre à l'université du Mirail, Philippe Poutou a répondu favorablement à l'invitation des militants du DAL31 et des habitantEs de la réquisition d'un bâtiment vide du CHU de Toulouse. Il a ainsi pu rencontrer une partie des 70 habitants et discuter avec eux en présence de militants et de nombreux médias (pour une fois !). Cette réquisition est importante car elle permet aux familles de ne plus être à la rue, mais également parce que le CHU qui avait demandé l'expulsion au tribunal a été débouté. Une victoire face à cette machine qui à l'image de la manière dont elle traite ses agents, avait tenté de remettre des dizaines d'enfants à la rue pour pouvoir poursuivre son projet immobilier de vente de bâtiments à Kaufman and Broad afin d'y construire des appartements de luxe...



Au meeting du Mirail, près de 400 personnes étaient présentes dans une ambiance combative, puisque cette université est actuellement en mobilisation contre un projet de fusion des universités et contre l'application de la sélection en master 1. Au côté de Philippe, des militantEs du Mirail et du NPA ont pris la parole pour développer notre programme pour la jeunesse. Philippe est ensuite revenu sur la situation politique actuelle, ainsi que sur notre stratégie vis-à-vis des élections.

La réussite de ce meeting montre qu'il est possible de se rassembler pour relever la tête et proposer une autre issue à la crise que les contre-réformes néolibérales et le développement des idées réactionnaires. C'est bien cela qu'il faudra faire entendre dans cette élection, en faisant écho à toutes celles et ceux qui luttent au quotidien, dans la jeunesse et le monde du travail, contre le racisme et les oppressions de genre, contre les grands projets inutiles et la crise climatique. Cela prouve également que les idées anticapitalistes et révolutionnaires peuvent trouver un écho précieux dans les mois qui viennent.

Tarbes En réunion avec Christine Poupin.

Vendredi 24 février, notre porte-parole a remplacé au pied levé Philippe Poutou, invité sur un plateau télé dans la capitale. Étaient présents à la réunion publique une quarantaine de personnes, dont des militantEs du PCF (soutien ou pas de Mélenchon) et un de LO, pour discuter de l'actualité politique et du programme du NPA...

Un camarade «local» a fait une courte présentation, parlant de la lutte exemplaire des salariéEs de la Polyclinique de l'Ormeau, une grève de deux mois conclue par une victoire. Mais, la lutte des classes ne s'arrêtant jamais, les salariéEs sont aujourd'hui soumises à la contre-offensive d'une direction revancharde et à une pression terrible pour tenter de briser la force construite... Mais attention à la riposte ! Ensuite une autre lutte, celle des salariéEs de Qualiduck, une entreprise sous-traitante à l'intérieur de l'usine Euralis Monfort, qui ont fait grève pendant quinze jours... aujourd'hui licenciés sans autre forme de procès ! Crise de représentation, désarmement de la police, faillite du capitalisme, perspectives pour en finir avec lui (car il ne tombera pas tout seul...), voilà, entre autres, les sujets abordés, après la passionnante (et passionnée) intervention de Christine.

Enfin, une sympathique «auberge espagnole» a permis de clôturer la soirée dans la bonne humeur !

Paris De la campagne aux campagnes.

Dimanche 26 février, journée inhabituelle pour le NPA : Philippe Poutou et Christine Poupin étaient présents au Salon de l'agriculture. À la différence de bien des personnalités et candidats qui y vont chaque année se montrer, l'objectif était de rencontrer des syndicalistes engagés du monde agricole et d'engager un dialogue autour de nos propositions : revenu garanti pour chaque actif agricole, réduction et même effacement des dettes, plafonnement et redéploiement des aides publiques, interdiction des OGM, socialisation des groupes de l'agroalimentaire et de la grande distribution...

Objectifs remplis : la petite délégation du NPA a longuement rencontré, dans une ambiance fraternelle et militante, les responsables de la Confédération paysanne qui ont présenté leurs «treize doléances pour des politiques agricoles et alimentaires» (une campagne qu'ils mènent de façon unitaire avec d'autres organisations dont Attac et Solidaires). Puis une autre rencontre a aussi eu lieu avec le Modéf, une organisation agricole qui entretient des liens importants avec le PCF. Bref, une première présence toute à fait positive.

PARRAINAGES Le compte à rebours est lancé !

Les formulaires officiels pour les parrainages sont enfin arrivés dans les mairies. Après avoir retardé la date de plusieurs jours, nous pouvons désormais attaquer la dernière ligne droite. Mais ce retard représente une difficulté supplémentaire.

Les formulaires auraient dû être envoyés le 23 février, nous avons donc choisi de rester sur cette date pour organiser une action symbolique autour des parrainages. Nous sommes allés avec Philippe Poutou devant l'Association des maires de France pour protester contre la loi des parrainages totalement antidémocratique. Nous y avons lâché 200 ballons rouges qui représentent nos 200 parrainages manquants, telle une bouteille à la mer. Philippe en a profité pour revenir sur l'austérité qui touche également les petites communes, qui subissent chaque année la baisse des dotations de l'État, ainsi que la loi NOTRe qui détruit les services publics et éloigne la population des lieux de décisions !



Devant le siège de l'Association des maires de France ce jeudi 23 février. PHOTO:THÈQUE ROUGE / MILLO

Enfin, nous pouvons désormais attaquer la dernière ligne droite. Mais ce retard représente une difficulté supplémentaire.

La course contre la montre

Les maires ont tous reçu les formulaires, nous pouvons désormais convertir les promesses en parrainages et faire le compte précisément au fur et à mesure. Nous allons pouvoir récolter le fruit d'un travail fait depuis des mois par les militantEs et des sympathisantEs convaincus de la nécessité d'une voix anticapitaliste dans cette élection. Cependant, le temps est très court pour revoir tous les maires qui nous avaient promis leur signature... et surtout pour trouver encore 200 signatures. Il reste seulement deux semaines avant que la quête des parrainages ne soit close. Deux semaines où nous devons mettre toute notre énergie dans cet objectif. La liste des parrainages sera mise en ligne et actualisée deux fois par semaine sur le site du conseil constitutionnel.

Jadot se retire, des signatures à pourvoir !

Yannick Jadot, le candidat d'ÉLVA a annoncé le 24 février qu'il ne serait

Les Nôtres

Michelle Dupouy

Notre camarade Michelle est décédée à l'âge de 68 ans. Elle nous avait rejoints en 2008... après nous avoir annoncé : «Je vous préviens, je ne resterai pas ! Et elle est restée, retrouvant les idées de sa jeunesse, de Mai 1968, le communisme et la révolution, qu'elle avait connues en militant à Lutte ouvrière, puis dans le groupe Union ouvrière. Elle était toujours à l'affût de ce qui se passait en Grèce, au Japon, les luttes en Chine, les révoltes de la classe ouvrière noire des USA, des pays qui l'avaient marquée lors de ses voyages. Internationaliste, elle détestait tout ce qui tricolore.

Les éluEs écologistes peuvent faire un geste démocratique, et parrainer Philippe Poutou, candidat anticapitaliste et écosocialiste qui porte comme idées dans cette campagne entre autres la sortie du nucléaire, les transports en commun gratuits, la mise en place d'une agriculture biologique et paysanne, l'arrêt des grands projets inutiles, un monopole public de l'énergie, etc.

Nous devons donc voir ou revoir rapidement les maires mais aussi les conseillers départementaux et régionaux qui avaient promis leur signature au candidat d'ÉLVA.

Notre candidature convainc de plus en plus

Depuis deux ou trois semaines, nous constatons qu'il y a plus de monde dans les meetings, avec beaucoup de

prises de contacts, et les personnes que nous rencontrons s'intéressent plus à notre campagne. Et Philippe a aussi gagné en visibilité dans les médias, avec parfois des interviews assez longues comme chez *Mediapart* le mercredi 22 février ou encore dans l'émission *On n'est pas couché* samedi dernier.

Cela nous conforte dans l'idée que nous avons toute notre place dans cette élection et qu'il y a un espace et une attente vis-à-vis des idées anticapitalistes que nous portons. C'est pour cela que jusqu'au 17 mars, nous ferons tout pour que Philippe soit officiellement candidat et que nous puissions continuer cette campagne en défense des oppriméEs et exploitéEs.

L'équipe «parrainages» du NPA

1 - Vidéo de l'action : <https://npa2009.org/videos/200-ballons-pour-parrainer-le-seul-ouvrier>

Quand le mouvement contre la loi travail a éclaté, elle a été enthousiaste de voir que la jeunesse descendait dans la rue avec les travailleurs... Ce sont les dernières manifestations auxquelles elle a pu se rendre. Tout en faisant face à la maladie, elle a continué à suivre le mouvement en nous appelant après chaque manif...

Prof de sciences de la vie et de la terre retraitée, elle se rendait utile aux autres en militant, en donnant bénévolement des cours, en donnant confiance autour d'elle... Michelle était parfois emportée et impétueuse, souvent malicieuse. Elle avait cette fermeté dans les convictions et cette générosité qui donnent confiance, qui aident les autres à agir. On est heureux de l'avoir connue, on continue.

Ses camarades et amiEs

Des promesses et pas grand-chose au final pour les droits des femmes, voilà ce que l'on pourra retenir du quinquennat Hollande. Le gouvernement a reculé face aux réactionnaires sur la PMA ou les ABC de l'égalité, les objectifs en termes de places pour la petite enfance (pourtant encore très insuffisants) ne seront pas atteints, les attaques contre la santé n'ont pas cessé et les centres IVG ainsi que les maternités ont continué à fermer... Hamon fera sans doute de nouvelles promesses. L'avantage, c'est qu'il est peu probable qu'il soit élu... Comme cela, on ne sera pas déçuEs!

Le problème, c'est que la droite et les réactionnaires sont à l'offensive. Quand on écoute Fillon sur l'IVG ou son programme de destruction massive des services publics, on ne peut qu'être gravement inquiet des conséquences que cela aura forcément sur les femmes, à la fois en tant que salariées et en tant qu'usagères. D'autant plus que l'extrême droite n'est pas en reste, ni sur l'IVG ni sur un salaire maternel pour encourager les femmes à rester à la maison.

À gauche, on n'est malheureusement pas très bien lotiEs non plus. Ainsi Mélenchon qui se prononce en faveur de la loi d'interdiction de la burqa ou pour la pénalisation des clients de prostituées, et qui dans une récente interview à un journal chrétien de droite, ne condamne pas vraiment le mouvement de la Manif pour tous, tenant sur l'avortement et la construction de genre des propos pour le moins discutables.

Pourtant dans un contexte globalement réactionnaire, nous avons besoin d'être fortEs et uniEs pour combattre les attaques contre les droits des femmes. Remise en cause de l'IVG en Espagne, dégradation de la situation en Pologne, violences et féminicides en Amérique latine, déclarations de Trump aux USA, de Fillon ou des Le Pen en France, du Pape... auxquelles s'ajoutent les fermetures de centres IVG et de maternités. Avec dans tous les cas, la mobilisation des femmes pour faire reculer les gouvernements ou gagner de nouveaux droits.

L'élection présidentielle est vraiment à l'opposé de notre façon de faire de la politique, mais nous comptons malgré tout l'utiliser pour défendre les idées et revendications portées par le NPA. C'est en ce sens que nous présentons Philippe Poutou, candidat féministe et anticapitaliste.

**FÉMINISTES ET
ANTICAPITALISTES
TANT QU'IL LE
FAUDRA!**



**FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX LORS
DES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES**

Dossier réalisé par la commission nationale intervention féministe du NPA

CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PÉNIBILITÉ, UNE REVENDICATION FÉMINISTE: LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Les femmes gagnent en moyenne 27% de moins que les hommes, et occupent 80% des emplois à temps partiel.

Elles ont des emplois plus précaires et avec des horaires éclatés, et sont assignées aux métiers d'aide à la personne... Il y a une spécialisation et une hiérarchisation qui font des femmes des travailleuses encore plus exploitées que leurs collègues masculins, tout cela pour le plus grand bénéfice du patronat qui s'en sert pour disposer d'une main-d'œuvre meilleur

salaires vers le bas en mettant les hommes et les femmes en concurrence. À cela s'ajoute la dégradation générale des conditions de travail qui pèse encore davantage sur les femmes à cause de la nature des emplois qu'elles occupent : stress, maladies professionnelles, burn-out, etc. Cette spécialisation dans certains métiers renvoie aux qualités prétendument naturelles des femmes. Mais comment expliquer

qu'une sage-femme, qui a fait cinq années d'études et a des responsabilités importantes, ne gagne qu'environ 2000 euros par mois alors qu'un médecin va gagner beaucoup plus... et sera rarement une femme ? Sur un autre thème, pourquoi la législation a-t-elle tant de retard pour encadrer le port des charges lourdes vivantes dans le cas des soins ou l'usage des produits chimiques utilisés pour faire le ménage ?

Des batailles spécifiques à mener

La répartition tellement disproportionnée des temps partiels entre hommes et femmes arrange d'une certaine façon tout le monde : les hommes qui se déchargent des tâches ménagères sur les femmes (80% sont effectuées par les femmes) mais surtout l'État et le patronat qui renvoient au cadre privé familial la prise en charge des jeunes enfants et des personnes dépendantes, toutes les tâches de manière générale qui concernent l'entretien des personnes, ex, futurs ou actuellement travailleurEs...

Il y a véritablement des batailles spécifiques à mener pour améliorer les conditions de travail de touTEs, en particulier celles des femmes. Il faut sanctionner fortement les entreprises qui ne réduisent pas rapidement les inégalités salariales, interdire les temps partiels imposés et les contrats précaires pour faire du CDI à temps plein la norme, et renforcer les CHSCT, la médecine du travail, la législation sur la pénibilité... Et surtout il faut réduire massivement le temps de travail sans baisse de salaire et avec des embauches compensatoires, pour que touTEs puissent travailler, partager les tâches ménagères, gagner sa vie convenablement, ne s'épuisent pas au travail, et prennent le temps de profiter et de s'impliquer dans la vie sociale et politique.



POUR UN DROIT AU SÉJOUR AUTONOME POUR LES FEMMES ÉTRANGÈRES

Les femmes étrangères vivant en France affrontent une double difficulté, en tant que femmes subissant l'oppression patriarcale de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil, et en tant qu'étrangères, en butte aux discriminations et au racisme.

La montée toujours plus insupportable de la xénophobie en France et dans les pays occidentaux, ainsi que les durcissements successifs des lois et règles autorisant le séjour, rendent ce problème plus aigu que jamais. Depuis la fermeture des frontières aux migrations de travail en 1974, les liens familiaux et conjugaux sont devenus déterminants pour obtenir le droit au séjour en France soit par le mariage avec un ou une Française, soit par le regroupement familial, soit par la reconnaissance de la vie privée et familiale en France. La grande majorité des autorisations de séjour sont délivrées au titre du regroupement familial ou en raison du mariage avec une personne française. Les régularisations au titre du regroupement familial concernaient il y a quelques années 80% de femmes, avec tout ce que cela impliquait pour elles de dépendance vis-à-vis de la famille, du père ou du mari... À partir des lois Pasqua, le durcissement des conditions du regroupement familial en termes de conditions de ressources et de logement, a augmenté la précarité de la situation des femmes. Celles-ci sont venues plus souvent hors regroupement familial, et sont vouées à rester des années et des années sans papiers et sans aucun droits, par exemple le droit de travailler. Elles sont condamnées à accepter les conditions de vie dictées par leur mari ou père ou frères, et subissent

aussi la surexploitation du travail clandestin.

Femmes et migrantes, la double peine

Aujourd'hui les caractéristiques de la migration des femmes a changé sous deux aspects. En premier lieu, c'est qu'elles fuient massivement les guerres et les violences spécifiques contre les femmes liées aux situations de conflits. De plus, avec la mondialisation, un nombre croissant de femmes migrent avec une aspiration à une vie plus indépendante et plus libre, l'espoir d'un avenir meilleur pour elles et leurs enfants.

Elles sont d'autant plus frappées par les mesures de fermeture des frontières, par les conditions inhumaines d'accueil quand elles arrivent malgré tout à passer les frontières, par l'imbricolage, la multiplication des procédures administratives dissuasives et par toutes les restrictions à l'obtention d'un droit au séjour. Les femmes qui arrivent seules, ou seules avec des enfants, sont ainsi réduites à la galère d'une vie sans papier et sans droits. Elles ont le choix entre subir la surexploitation du travail clandestin, chercher un «protecteur», ou avoir recours à la prostitution. C'est donc à l'opposé de ce qui les a motivées au départ. Quant aux femmes migrantes fuyant les violences sexuelles liées aux guerres ou aux mutilations sexuelles et mariages forcés, leur sort ne s'est pas véritablement amélioré. La loi du 29 juillet 2015 portant la réforme du droit d'asile, qui doit reconnaître



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

l'asile aux femmes ayant subi des violences ainsi qu'une série de garanties tout au long de la procédure, peine à être appliquée faute de moyens et de volonté politique. Elle est impactée par toutes les autres mesures restrictives concernant l'obtention du titre de séjour dont la dernière en date est la difficulté à obtenir le formulaire à remplir pour faire sa demande. En effet, celui-ci est maintenant octroyé au compte-goutte dans les préfectures avec un pré-enregistrement. Une étape de plus. C'est pourquoi nous demandons une individuation des droits – non dépendant du mari ou du père – pour l'obtention des titres de séjour pour les femmes, des démarches simplifiées pour toutes et tous, et des moyens pour garantir l'accès au statut de réfugiée pour toutes les femmes ayant subi des violences spécifiques.

DES MESURES POUR EN FINIR AVEC LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

En France, environ 84 000 femmes entre 18 et 75 ans déclarent être victimes d'un viol ou d'une tentative de viol chaque année.

Parmi elles, seule 1 sur 10 dépose plainte... et seulement 10% des plaintes donnent lieu à une condamnation ! Dans les trois quarts des cas, les agresseurs sont connus de la victime, ce qui va complètement à l'encontre de la peur de la rue que l'on inculque aux filles dès le plus jeune âge : il est beaucoup plus probable d'être agressée chez soi par son conjoint ou son ex que par un inconnu dans la rue.

Ce qui n'empêche pas que la violence est également largement répandue dans l'espace public, dans la rue ou au travail : 100% des femmes disent avoir été victime de harcèlement ou de violences dans les transports en commun ; 80% subissent des comportements sexistes au travail, 60% ont été victimes d'avances répétées malgré leur refus, 25% des agressions sexuelles et 10 viols par jour se déroulent sur les lieux de travail... Ces chiffres dramatiques s'expliquent par le caractère foncièrement sexiste et patriarcal de la société. Les violences faites aux

femmes sont largement tolérées voire encouragées. Il n'y a qu'à regarder les panneaux publicitaires sur lesquels des femmes soumises à des hommes sont des arguments de vente de voiture, de parfum, etc. L'affaire Jacqueline Sauvage est également révélatrice du sexisme profondément ancré dans les institutions, notamment la justice.

Agir concrètement

Dans le sillage de la Manif pour tous, on a également vu une recrudescence des violences lesbophobes, biphobes, transphobes ou homophobes. Celles-ci font partie d'un système global d'injonction à se conformer à la norme hétérosexuelle. Par ailleurs, on commence à parler de plus en plus des violences médicales que subissent les femmes, en particulier lors des accouchements. Ce sujet, complètement tabou jusqu'ici, émerge via les réseaux sociaux et les témoignages de victimes. Pour combattre réellement les violences, il faut des moyens pour des actions concrètes :

- ★ Des logements pour accueillir les femmes victimes de violences, y compris avec leurs enfants.
- ★ Des subventions pour les associations qui aident les femmes.
- ★ Des formations pour l'ensemble des professionnelles qui accueillent les victimes (services sociaux, santé, justice, police...).
- ★ Des moyens pour que la justice traite les actes de violences sexuelles dans des conditions et des délais satisfaisants.
- ★ Une formation non sexiste et à l'écoute des patientes pour tous les personnels de santé.
- ★ Des formations pour toutes celles et ceux qui jouent un rôle direct dans la construction de genre (journalistes, enseignantEs, responsables de programmation dans les médias, etc.).
- ★ Des obligations renforcées à combattre le sexisme au sein des entreprises et des sanctions pour celles qui ne le feraient pas.
- ★ Une éducation non sexiste et respectueuse du corps de chacunE, qui encourage l'épanouissement de chacunE à travers une sexualité non normée.

MON CORPS, MON CHOIX !

Cet été, les arrêtés sur les burkinis ont fait l'actualité. S'ils étaient évidemment islamophobes, ils s'attaquaient aussi au droit des femmes à disposer de leur corps... cela sous le prétexte de défendre le droit des femmes !

Ainsi, nous avons pu voir des policiers obliger des femmes à se dévêtir... Trop habillée ou pas assez, toutes les injonctions concernant les façons de se vêtir des femmes, nous montrent avec force que, depuis plusieurs années maintenant, notre droit à disposer de nous-mêmes et a fortiori de nos corps, est de plus en plus remis en cause. Ce contrôle du corps des femmes reste un enjeu majeur dans le cadre de cette société, capitaliste et patriarcale, car derrière ce contrôle, c'est tout un ordre social qui est en jeu.

Ce quinquennat a été marqué par la sortie dans la rue des réactionnaires. Le cycle des Manif pour tous a touché en premier lieu les personnes LGBTI, mais aussi l'ensemble des femmes, qu'elles soient lesbiennes bi ou hétéros. Car en agitant partout la «théorie du genre», c'est une idéologie réactionnaire qui a gagné en hégémonie, en ravivant le modèle de la femme soumise à l'homme, de la femme mère au foyer, s'occupant des enfants... En cédant aux réactionnaires, d'abord en reculant sur la PMA, puis sur les ABC de l'égalité, le gouvernement Hollande aura encouragé le retour à l'ordre moral que prônent la droite et l'extrême droite. En termes d'émancipation sexuelle, pendant ce quinquennat nous avons stagné, voire plutôt régressé... Le mariage pour tous était censé aller dans le sens de l'égalité entre toutes, permettre à chacunE de vivre sa sexualité comme il ou elle l'entend... En refusant la

procréation médicalement assistée à toutes les femmes, le gouvernement montre bien une inégalité de fait. Il participe à faire croire que pour être une bonne mère, il faut être en couple avec un homme. Exit les femmes seules, et exit les lesbiennes...

Défendre nos droits, et en conquérir de nouveaux

Les fermetures de nombreux centres d'interruption volontaire de grossesse, mais aussi le manque de subventions des plannings familiaux, remettent sans cesse en cause la possibilité de choisir un moyen de contraception, ou de pouvoir avorter. Si la suppression du délai de réflexion est clairement une avancée, le délai pour pouvoir avorter est bien trop court, surtout quand on voit le nombre de semaines nécessaires pour obtenir un rendez-vous pour une consultation. Ce sont les combats féministes qui ont permis d'arracher notre droit à disposer de notre corps en termes de contraception, d'avortement, de sexualité. Nous devons continuer de nous battre pour pouvoir conserver ces droits, mais surtout en gagnant de nouveaux, car ces derniers sont loin d'être suffisants. C'est pourquoi nous voulons faire entendre une voix féministe et anticapitaliste dans cette campagne autour de revendications qui réaffirment le droit des femmes de disposer de leur corps :

- ★ L'avortement et la contraception libres, gratuits et accessibles, des centres IVG partout sur le territoire. Nous voulons que ces centres soient séparés des maternités afin d'arrêter de culpabiliser les femmes, ainsi que l'allongement du délai légal de l'IVG à 24 semaines.
- ★ L'accès à la procréation médicalement assistée pour toutes les femmes, incluant les lesbiennes, bisexuelles et les femmes célibataires.
- ★ Une éducation non sexiste, incluant un accès à une éducation à la sexualité qui soit non sexiste et non hétéronormée.
- ★ Des subventions à hauteur des besoins pour les plannings familiaux.

DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ POUR TOUTES !

Quand les services publics sont défectueux, les femmes en paient quatre fois le prix...

Tout d'abord pour leurs propres besoins. Ensuite parce qu'alors ce sont les «solidarités familiales» qui sont activées, donc le travail gratuit des femmes. Elles en paient également économiquement le prix, que ce soit en devant payer pour un service qui n'est plus socialement pris en charge ou en tant que salariéEs du secteur public, où les femmes sont nombreuses et d'autant plus dans les emplois à bas salaires.

Et force est de constater que la prise en charge socialisée des besoins est en recul... Ainsi, la santé est particulièrement attaquée : celle-ci doit devenir rentable, il faut maximiser les investissements en concentrant les centres hospitaliers, en augmentant le nombre de prises en charge par lit et par an, en augmentant le temps de travail des personnels, etc. Dans cette logique, et peu importent les besoins, le nombre de maternités en France a

été divisé quasiment par trois ces quarante dernières années, passant de 1369 en 1975 à 518 aujourd'hui... Cela avec des durées moyennes de séjour qui ont aussi diminué (de cinq jours en moyenne actuellement alors qu'elles étaient de huit jours en 1975). Les restructurations hospitalières touchent également les centres IVG, et en une dizaine d'années ce sont 130 établissements de santé pratiquant l'interruption volontaire de grossesse qui ont fermé. Pour les femmes, il en résulte de réelles difficultés à accéder à l'IVG dans les délais, avec aussi de grandes disparités géographiques.

Pour le développement et la gratuité de la socialisation des tâches

La prise en charge des enfants relève encore très majoritairement des femmes. Ce sont elles qui jonglent entre horaires de travail salarié et horaires d'école. Et l'on sait que le fait d'avoir des enfants joue pour beaucoup dans les carrières des femmes. Dans un couple hétérosexuel, ce sont les mères qui réduisent, voire arrêtent, leur activité professionnelle pour prendre en charge l'éducation des enfants. Et c'est d'ailleurs dans un

objectif d'égalité femmes-hommes que François Hollande avait engagé un plan de création de 275 000 nouvelles places d'accueil des jeunes enfants, dont 100 000 en crèche. C'était déjà presque deux fois moins que la promesse électorale qu'il avait faite lors de la primaire socialiste de 2012 (500 000 nouvelles places). Las, aujourd'hui, ce chiffre n'est pas atteint, et il reste toujours aussi difficile (et coûteux) de trouver une solution de garde pour les enfants de moins de trois ans. Ce sont aussi très majoritairement les femmes qui pallient les manques de services publics pour les personnes âgées et/ou dépendantes. Ainsi, ceux que l'on appelle les «aidants familiaux» sont à 75% des femmes, et elles y consacrent en moyenne cinq heures par jour... Il faut que cesse la destruction des services publics. La seule solution juste et égalitaire est au contraire le développement et la gratuité de la socialisation des tâches. Cela passe notamment par un véritable service de la petite enfance, le développement de structures et services publics pour les personnes âgées et/ou dépendantes, et un service public de la santé de qualité et accessible à toutes.

**NOTRE
CORPS
VOUS
APPARTIENT**

AIR FRANCE

Turbulences



Mouvement social chez Air France, décollage immédiat? PHOTO:ÉRIQUE ROUGE/MILU

On pourra dire que la semaine passée a été dense à Air France...

Lundi, les pilotes ont voté à 56% pour donner leur accord à la création d'une nouvelle compagnie low cost nommée Boost basée sur Roissy. Avec des avions pilotés par eux... mais avec des hôtesses et stewards aux salaires 45% moins élevés!

Mais mardi, les syndicats de pilotes ont déclaré de façon unanime que le projet sur les salaires et la durée du travail n'est pas signable et que la direction devait rouvrir les négociations. Ils dénoncent la politique d'affaiblissement d'Air France dont la flotte est en diminution, la direction faisant passer le trafic par KLM ou Transavia.

Le même jour, les syndicats d'hôtesses et stewards, à l'exception de la CGC qui représente 30% dans cette catégorie, ont rompu toutes négociations et appelé à la mobilisation. Et jeudi, les syndicats stupéfaits découvraient dans la présentation des résultats annuels que les 14 membres du comité exécutif Air France-KLM se sont augmentés de 67%! La direction affirme que c'est seulement 41%, voire 17%, sans être capables de l'expliquer... Mais le chiffre est là : 5 millions d'euros en 2016, contre 3 millions l'année précédente...

La colère qui monte

L'indignation est énorme dans les rangs des personnels, qui n'ont vu aucune augmentation générale depuis 2012, sous prétexte de sacrifice à fournir pour redresser la compagnie aérienne. Et les résultats financiers d'Air France-KLM sont en constante augmentation. Le résultat d'exploitation augmente de 30% : un milliard d'euros!

Vendredi, FO a repris la proposition de SUD de déclencher un mouvement le jour de la négociation salariale. La CGT a aussi rejoint l'initiative et l'UNSA doit se réunir pour décider. Ce mardi 7 mars, ce sont donc les principaux syndicats au sol qui appellent à la grève et à manifester.

En pleine affaire Fillon et Le Pen, où l'on apprend qu'être assistant parlementaire fictif vaut plus de 4 000 euros mensuel (voire 7 000), les jeunes mécanos et pistards qui tournent à 1 300 euros sont énervés... Et après un mois de décembre qui a vu – à l'issue d'un mouvement massif – la victoire des 8 000 salariéEs de l'industriel contre le projet de filialisation, la voie est ouverte pour un grand mouvement sur les salaires et l'emploi à Air France.

Correspondants

CHÔMAGE

L'échec de Hollande, encore et toujours...

Depuis que Hollande a renoncé à être candidat à l'élection présidentielle, la place médiatique des évolutions du nombre de chômeurEs s'est fortement réduite.

En réalité, malgré le satisfecit mesuré de Myriam El Khomri, il n'y a pas matière pour le gouvernement à crier victoire. Les améliorations sont extrêmement faibles, avec 800 demandeurEs d'emploi sans aucune activité (catégorie A – voir ci-contre) en moins entre décembre et janvier, atteignant 3,724 millions en comptant l'Outre-mer (qu'il est si opportun pour le gouvernement d'oublier dans ce cas-là).

Une tendance que la ministre du Travail veut voir comme favorable, avec une baisse

dans cette catégorie de 9 100 personnes sur trois mois...

L'envers du décor

Mais la réalité est tout autre dès qu'on élargit aux autres catégories de demandeurEs d'emplois : B+C : +1,1% à 2 018 500 personnes, seniors A+B+C : +0,8% à 1 346 300. Si on prend en compte les 222 700 entrées en formation des demandeurs d'emploi au troisième trimestre 2016 dues à la montée en charge du plan « 500 000 formations supplémentaires » (qui représentent une progression de 67% par rapport au troisième trimestre 2015), on

voit bien que tout cela n'est qu'affaire de manipulations de chiffres.

Cela ne modifie donc en rien la réalité du chômage. Une réalité qui consiste plutôt en un coup d'arrêt à la (modeste) baisse du chômage de 2016 (-107 400 pour la catégorie A). Une réalité qui doit également prendre en compte que fin septembre 2016, seulement 76% des personnes indemnisables en catégories A-B-C le sont effectivement, soit une baisse de 0,4 point sur un trimestre et de 2,1 points sur un an.

Robert Pelletier

Catégorie A : personnes sans emploi tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi, quel que soit le type de contrat.

Catégorie B : personnes ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie C : personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie D : personnes sans emploi, qui ne sont pas immédiatement disponibles, non tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (en formation, en maladie, en stage, en convention de reclassement personnalisé, en contrat de transition professionnelle, en contrat de sécurisation professionnelle).

Catégorie E : personnes pourvues d'un emploi, non tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (les bénéficiaires de contrats aidés).

En pleine campagne, faire entendre plus fort les exigences sociales

7 MARS

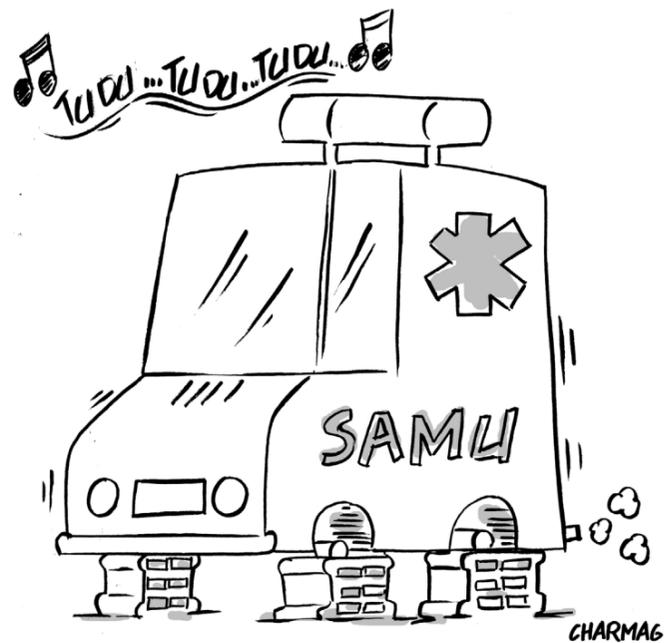
Pour les trois fédérations syndicales de la santé et de l'action sociale CGT SUD et FO, cette journée se veut la suite de la journée réussie du 8 novembre dernier. Dans de nombreuses villes, les personnels avaient fait grève, rejoins souvent par les étudiants infirmiers. Les manifestations avaient réuni – comme à Toulouse, Tours, Angers, Bordeaux ou Marseille – des centaines de participantEs combattifs.

Des revendications convergentes...

L'impact du 8 novembre et plus généralement des luttes qui n'ont pas cessé dans les hôpitaux et les cliniques privées s'est fait sentir dans la campagne présidentielle. Aujourd'hui, les candidatEs, même les plus déterminés à tailler dans les effectifs de la fonction publique et à s'attaquer à la Sécurité sociale... font une exception pour les hôpitaux. Fillon lui-même (Monsieur 500 000 postes en moins...) a dû reculer (en paroles), promettant de ne pas toucher aux effectifs soignants! Dans la « trêve électorale » appliquée de fait par les fédérations syndicales, cette date du 7 mars est donc apparue comme une échéance possible pour d'autres secteurs, eux aussi soumis à l'austérité et aux démantèlement des services publics. Les fédérations des organismes sociaux (principalement la Sécurité sociale) appellent à la grève et, selon nos correspondantEs, le mouvement pourrait y être assez suivi. Les fédérations et syndicats de fonctionnaires (État, territoriaux) CGT, FO et Solidaires, ont également lancé des appels à la mobilisation et à se joindre aux cortèges. Dans une campagne électorale où la question de la protection sociale et des coupes dans les effectifs des services publics sont

Ce mardi 7 mars, les fédérations de la santé et de l'action sociale appellent à la grève les salariéEs des hôpitaux, des cliniques privées et de l'action sociale. Des rassemblements et manifestations auront lieu dans les villes, ainsi qu'une manifestation nationale à Paris...

DES MOYENS POUR LA SANTÉ!



à l'ordre du jour, cette journée du 7 mars est donc l'occasion de se faire entendre.

Dans la santé et l'action sociale, les salariéEs peuvent dire leur refus, pour aujourd'hui et pour demain, des bas salaires, de la précarité, de la non-reconnaissance de leurs métiers, du manque de personnel, des conditions de travail insupportables. Ce sont les conséquences des politiques d'austérité imposées par le pacte de responsabilité, les projets de lois de financement de la Sécurité sociale, les lois Bachelot et Touraine.

Celles et ceux qui se mobiliseront, avec eux, à la Sécu et dans les fonctions publiques d'État et territoriale, pourront exprimer leurs revendications convergentes.

... mais des choix syndicaux contestables

Il y a donc toutes les raisons de s'engager pour assurer le succès de cette journée. Pourtant, les militantEs sur le terrain rencontrent de réelles difficultés à mobiliser hors des réseaux militants. La stratégie et les choix des fédérations syndicales y ont contribué.

Ainsi après le 8 novembre, il était possible dans la santé de franchir une nouvelle étape pour faire converger les luttes, qui se sont poursuivies, nombreuses, dans les hôpitaux mais aussi les cliniques (Cf. la lutte victorieuse de la Clinique de l'Ormeau à Tarbes).

Pour cela, il aurait fallu définir un calendrier de mobilisations régulières, pour rythmer le mouvement, tenter d'associer par l'auto-organisation les secteurs réticents vis-à-vis des syndicats, et proposer la perspective d'une manifestation nationale à Paris, comme débouché début 2017. Au lieu de cela, l'intersyndicale a fixé la « montée à Paris » quatre mois plus tard (!), sans aucune proposition intermédiaire crédible, laissant les équipes syndicales sur le terrain se raccrocher, comme elle le pouvaient, en ordre dispersé, à des échéances hasardeuses.

Des limites à dépasser

Aussi, le résultat se fait aujourd'hui sentir : le 7 mars, avec sa manifestation à Paris, apparaît difficilement comme inscrit dans une perspective de coordination des luttes. Et une bonne partie des syndicats (en particulier à la CGT) ont préféré se rabattre sur des rassemblements locaux. À l'opposé, FO santé et certains secteurs de la CGT ont donné une version caricaturale de la « montée à Paris », inscrivant leurs militants dans les cars sur des heures de délégation, hors de toute mobilisation réelle dans les établissements. La fédération SUD, tout en acceptant le calendrier peu mobilisateur de l'intersyndicale, s'est efforcée de préserver le sens d'une manifestation nationale ancrée dans les revendications et les luttes. Quant à l'élargissement à d'autres secteurs, il semble rester modeste et aura du mal à faire sortir ce 7 mars du cadre trop habituel d'une simple « journée d'action ». Et malgré l'unité de sommet, la division syndicale à la base ne favorise pas non plus la mobilisation.

Des obstacles qu'il faut pourtant s'efforcer de lever, car l'enjeu est important.

J.C. Delavigne
(avec nos correspondantEs)

FORD BLANQUEFORT (33)

En manifestation à Paris

Nous étions une quarantaine de salariéEs Ford à manifester ce mercredi 22 février à Paris devant le ministère de l'Économie à Bercy.

Nous espérons mobiliser plus largement les collègues, mais à aussi peu, nous avons quand même réussi notre action qui a été remarquée et plutôt bien médiatisée. Elle a le mérite de montrer que nous ne ratons pas une occasion d'exprimer nos inquiétudes concernant nos emplois et de dénoncer la politique de Ford qui est socialement catastrophique.

Nous avons donc pris le train pour manifester devant Bercy, lieu où se déroulait une rencontre importante entre le gouvernement (ministère du Travail,

secrétariat d'État à l'Industrie) et la direction de Ford Europe. Une rencontre obtenue par notre mobilisation en intersyndicale depuis le début de l'année : grèves, débrayages, manifestations... Grâce à ces actions, nous avons réussi à bousculer les pouvoirs publics qui ont repris le dossier en main. Ainsi le préfet, plusieurs élus locaux et députés, Juppé, et enfin le gouvernement... ont fait des déclarations confirmant qu'il y avait bien un souci concernant l'avenir de l'usine. Donc ça bouge du côté des pouvoirs publics et de l'État qui commence à

LA POSTE CLAMART CENTRE (92) Un an de lutte, trois mois de grève reconductible... et des reculs de la direction

Début 2016, aucun des postiers du bureau ne veut prendre part aux « groupes de travail » organisés par la direction pour faire participer les salariés à leur propre réorganisation. Résultat : La Poste annonce que la restructuration passera coûte que coûte en 2016, avec 4 suppressions d'emploi à la clé. Les Clamartois décident donc de faire grève tous les samedis à partir du 30 janvier 2016... jusqu'en septembre, récoltant des milliers de signatures de soutien de la population. Puis le bureau est en travaux entre septembre et fin novembre. Les grévistes suspendent leur grève des samedis... pour se mettre en grève reconductible à 100% (6 grévistes sur 6 agents présents) à partir du 23 novembre, jour de la ré-ouverture de leur bureau, avec le soutien de SUD et de la CGT.

Une grève active

Dès le deuxième jour de grève, les Clamartois font le tour des bureaux du département pour populariser leur conflit et même tenter de l'étendre. Sur plusieurs journées, d'autres bureaux du 92 font grève à leur côté, notamment lors de la grève nationale à La Poste le 8 décembre dernier.

Ce type de fonctionnement (AG de grévistes, tour des bureaux, caisse de grève) était autrefois l'apanage des plus grosses concentrations de salariés, comme à la distribution (facteurs). Mais la grève de Clamart montre que les guichetiers et guichetières sont capables de mener une grève active et déterminée.

Une direction qui joue le pourrissement

La direction les traite par le mépris. Mais au bout d'un mois, elle finit par admettre qu'elle devra discuter d'un protocole de fin de conflit, et admet une diminution des suppressions d'emplois. Elle continue à prétendre que jamais au grand jamais elle ne cédera sur la fermeture du bureau le midi, et elle compte sur l'arrivée des fêtes de fin d'année pour décourager les grévistes.

Mais ces derniers mettent en place une caisse de grève, et leur détermination reste intacte. Fin janvier, la direction cède sur la fermeture méridienne.

Esprit revanchard

Après avoir mis les bouchées doubles début janvier pour rouvrir le bureau malgré la grève, en faisant appel à des jaunes, La Poste a ensuite tenté pendant un mois de se venger en ne voulant payer aucun jour de grève et en se laissant la possibilité de déplacer les grévistes sur un autre bureau... qui ferme le midi ! La direction vient cependant d'évoquer la possibilité du paiement d'une partie des jours de grève. Les grévistes restent évidemment mobilisés tant qu'un protocole de fin de conflit satisfaisant n'est pas proposé.

Correspondant

Mi 2015, la direction de La Poste a déclaré tout de go aux guichetières et guichetières de Clamart Centre que la réorganisation prévue sur leur bureau allait « inévitablement » entraîner une fermeture méridienne entre 12 heures et 14 heures... et une série de suppressions d'emplois.



En novembre dernier, les grévistes de Clamart à la rencontre des postiers de Levallois. DR

ANTISYNDICALISME Free n'a rien compris !

Tout le monde connaît ce géant de la téléphonie mobile et de l'internet, propriété de Xavier Niel, septième fortune française, fort de sa box designée par Philippe Starck et ses publicités décalées. Dans l'ombre, un bras de fer oppose depuis plusieurs années le groupe Iliad, maison mère de Free, à SUD Telecom.

Dernier épisode en date : deux délégués du syndicat travaillant dans un centre d'appels viennent de voir la demande de leur licenciement rejetée par l'inspection du travail. Ils étaient accusés d'avoir diffusé un tract, reproduit sur la page Facebook de la section syndicale, s'étonnant de la bonne notation de certains cadres, bien que ces derniers ne remplissent pas les objectifs impartis en matière de productivité.

Bien que pas nommée, une cadre s'est reconnue dans cette description et a saisi le CHSCT pour harcèlement. Elle a aussi déposé plainte contre l'auteur du tract. La direction a fait de même à l'encontre du syndicat, arguant d'un prétendu vol de données qui ont servi à la rédaction dudit tract.



Le syndicalisme chez Free, c'est Niel(!) DR

La répression pour mode d'emploi

Désormais, le seul fait de remplir son mandat syndical devient un motif de licenciement, alors même que la protection tirée de l'exercice de ce dernier est consacrée par la jurisprudence... Dur, dur, de militer en toute liberté chez Free ! Cette stratégie, mise en œuvre à l'approche des dernières élections professionnelles,

n'est pas anodine, alors que les procès aux prud'hommes contre la société se succèdent suite à des licenciements montés de toutes pièces ou pour des motifs fallacieux. Ainsi, il y a quelques années, des employés ont été licenciés pour avoir eu l'impudence... de signer une pétition !

Un scénario qui n'est pas sans rappeler celui subi par Moussa, délégué également SUD chez New Look (voir *l'Anticapitaliste* n°367). Ce dernier vient lui aussi de voir la demande de son licenciement rejeté, et son syndicat maintient la pression en manifestant régulièrement, dans les magasins de l'enseigne, au CE... jusqu'au siège à Londres. En effet, un recours de l'employeur auprès de la ministre du Travail reste là aussi possible.

LD

GRIPPE AVIAIRE

C'est le système qu'il faut abattre, pas les volailles !

Le virus de la grippe aviaire (H5N8), naturellement présent dans la faune sauvage, s'attaque presque exclusivement aux oiseaux dont il régule les populations...

Or, les autorités sanitaires internationales craignent que sa combinaison avec un autre virus de la grippe aviaire, H5N1, transmissible directement à l'homme, lui, n'entraîne une épidémie qui pourrait causer la mort de millions d'êtres humains. Elles préconisent des mesures drastiques d'abattage et de confinement des volailles. 360000 canards vont être abattus dans les Landes, portant à plus de deux millions le nombre de palmipèdes tués. Directement en cause, le système d'élevage industriel qui établit une spécialisation région par région et donc impose de véhiculer les canards dans des camions, propageant ainsi la maladie. L'épidémie apparue en novembre dans le Tarn aurait pu être stoppée si les pouvoirs publics avaient interdit tout de suite les transports plutôt que d'incriminer les oiseaux migrateurs. Au lieu de ça, la maladie fut expédiée dans trois autres départements... et Vivadour put continuer son business !



À qui la faute? DR

Et l'année prochaine, on recommence ?

Les normes de plus en plus complexes qui sont mises en place (sas à l'entrée et la sortie des bâtiments, pédiluves, bandes uniques, claustration...) ne servent qu'à prolonger un système mortifère. C'est tout ce système qu'il faut changer ! Dans les élevages en autarcie (où tout est produit), les risques de propagation sont exclus. C'est ainsi que la Confédération paysanne a obtenu une dérogation d'abattage pour ces élevages.

Nous défendons une agriculture paysanne de proximité adaptée aux terroirs, opposée à l'agriculture et l'élevage industriels. Une agriculture qui respecte les paysanNES, qui encourage l'autonomie et la coopération ; qui ne crée aucune pollution, ne participe pas au réchauffement climatique ; qui tente d'améliorer la santé des terres agricoles et stocke du carbone (si on tenait compte des externalités négatives de l'agriculture conventionnelle, les produits bio seraient moins chers que ceux gavés de pesticides) ; qui crée des emplois de qualité, qui permet de revivifier les campagnes ; qui rejette le système des filières qui mène inéluctablement à l'industrialisation ; qui élève les animaux dans le souci de leur bien-être en respectant leurs besoins physiologiques. Bref, pour une agriculture et un élevage qui produisent des produits de qualité sans danger pour les consommateurs.

Commission nationale écologie

demande à nouveau des comptes à la multinationale Ford. Mais ces premières réunions se déroulent sans les syndicats et les salariés, comme si cela ne nous concernait pas directement, comme si ces gens-là avaient des choses à échanger hors de notre présence. Nous avions demandé à être conviés et cela avait été refusé. Alors on a décidé qu'on allait s'inviter. Voilà pourquoi nous avons fait une journée de grève pour protester devant Bercy.

Relancer la mobilisation

Les jours précédents, la préparation de l'action s'est faite difficilement. L'intersyndicale s'est divisée, les trois syndicats CFTC, FO et CFE/CGC n'ayant pas voulu y appeler. Incompréhensible. Comment ne pas manifester le jour où le gouvernement et la direction de Ford se rencontraient ? Il est vrai que, énervé par la tournure des événements, Ford avait exprimé



Philippe Poutou devant Bercy, candidat... à la mobilisation chez Ford ! DR

un énervement et une légère pression, déclarant qu'il valait mieux pour nous de ne pas faire trop d'agitation... Résultat : dans l'usine, alors que les trois mobilisations précédentes étaient

largement majoritaires, l'ambiance était à nouveau au doute et à l'attentisme. L'idée d'une action ce jour-là était vue comme légitime et utile, au point que les trois syndicats ne se sont pas du

tout exprimés là-dessus, laissant les collègues dans le flou. L'équipe militante CGT s'est, elle, démenée pour entraîner, pour convaincre. Il y a eu pas mal de discussions difficiles devant l'inertie générale, quelques tensions...

Au bout du compte, les collègues ont pris le train pour Paris, motivés mais pleins de doutes sur le résultat de l'action. Le soir au retour, c'était une autre ambiance : de la fierté d'avoir osé faire dans ces conditions, de s'être fait entendre, d'autant plus que le ministère nous a finalement reçus (une délégation) juste avant leur rencontre avec Ford. Nous avons ainsi pu à nouveau rappeler les profits de Ford, les aides publiques perçues, les emplois supprimés chaque année, les engagements non respectés de part et d'autres, le danger pesant réellement sur l'avenir de l'usine...

Cette action a été une réussite notamment grâce à un écho médiatique important. Cela va compter pour la suite, car nous espérons ainsi que cela redonne confiance aux collègues, que cela remette dans l'action les autres syndicats. L'enjeu est bien le lancement d'une véritable mobilisation jusqu'à ce que Ford fasse le choix d'apporter de l'activité sur l'usine et de préserver tous les emplois. Cela passe forcément par une détermination du côté des salariés pour pousser les pouvoirs publics à agir dans le bon sens. Comme en 2010, nous voulons réaliser le même exploit : sauver nos emplois et tous ceux induits dans la région. Prochain rendez-vous jeudi 9 mars, avec le Comité de suivi réuni à la préfecture en présence des pouvoirs publics et de la direction de Ford Europe. Avec d'ores et déjà un appel à la mobilisation...

Philippe Poutou

CORÉE DU NORD**Pyongyang et l'escalade des tensions en Extrême-Orient**

Démonstration de force nord-coréenne... DR

Le régime nord-coréen veut accéder au rang de puissance nucléaire. Dans une région déjà soumise à de très fortes tensions, chaque nouveau tir de missile a de lourdes conséquences géopolitiques.

Le 12 février dernier, la Corée du Nord a effectué un nouveau tir de missile de moyenne portée, l'engin terminant son vol au large du Japon. L'objectif semble clairement de tester la réaction de l'administration Trump, tout en profitant de la crise politique qui paralyse actuellement le gouvernement sud-coréen et de l'acuité des tensions entre Pékin et Washington. Le régime nord-coréen est convaincu que son avenir dépend de sa capacité à construire un arsenal nucléaire opérationnel. D'octobre 2006 à septembre 2016, il a effectué cinq essais de bombes atomiques et développe un programme de missiles balistiques, préparant ostensiblement la mise au point d'engins intercontinentaux susceptibles d'atteindre les États-Unis. Pas de quoi inquiéter sérieusement le Pentagone vu les moyens d'interception déployés par les USA. En revanche, la politique « provocatrice » de Pyongyang a des effets de plus en plus déstabilisateurs en Extrême-Orient.

Ainsi, au nom du danger nord-coréen, Washington implante en Corée du Sud une base de missiles d'interception Thaad. Or, vu leur portée, ils seront susceptibles d'intervenir sur une grande partie du territoire chinois. Pékin considère donc que la Chine est en fait visée et que sa propre capacité de dissuasion nucléaire sera remise en question. La direction chinoise apprécie de moins en moins l'interventionnisme incontrôlable du président nord-coréen Kim Jong-un, alors que la situation régionale est explosive.

Jusqu'où ?

Ainsi, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné à l'unanimité le dernier tir nord-coréen, avec cette fois l'accord de la Chine. Pékin a accepté d'appliquer des sanctions : les importations de charbon en provenance de Corée du Nord sont suspendues pour le restant de l'année. Un coup très rude pour l'économie du pays que l'agence de presse de Pyongyang dénonce violemment, y voyant l'acte d'un État ennemi « dansant sur la musique des USA ». Pékin n'a aucune affinité politique ou idéologique avec le régime nord-coréen, bien au contraire. Elle ne le soutient que dans la mesure où, s'il s'effondrait, la péninsule traverserait une crise qui pourrait profiter à Washington, ou plonger la région dans le chaos. Pas question pour la direction chinoise que Pyongyang n'achève son programme nucléaire et augmente d'autant son pouvoir de nuisance. Les conséquences géopolitiques déstabilisatrices du « facteur nord-coréen » se font déjà pratiquement sentir. Face à la menace que représente le « bouclier antimissile » Thaad, Pékin a décidé l'an dernier de déployer ses sous-marins dans les océans pour mieux protéger une partie de son arsenal nucléaire. Cette décision est plus facile à prendre qu'à mettre en œuvre : elle se heurte à de nombreuses difficultés techniques, financières, politiques, mais elle signifie que dorénavant, la direction chinoise juge que pour maintenir une force de dissuasion crédible, il lui faut constituer une capacité de seconde frappe (en réponse à une attaque dévastatrice de première frappe). En Extrême-Orient, l'escalade militaire entre puissances prend aujourd'hui une dimension nucléaire.

Pierre Rousset

SUD-SOUDAN**Les guerres de rapine des dirigeants**

La guerre a atteint « des proportions catastrophiques pour les civils ». C'est en ces termes que le dernier rapport confidentiel de l'ONU qualifie la situation au Sud-Soudan.

L'agence de presse AFP qui a pu avoir accès au dossier fait état d'un conflit qui continue de ravager le pays. C'est en décembre 2013 que les deux principaux dirigeants du pays, Salva Kiir, président du Sud-Soudan et du SPLA/M (Sudan People's Liberation Army/Movement), et son rival Riek Machar, vice-président et dirigeant du SPLA/M-IO (IO pour « in opposition »), se livrent une lutte sans merci pour le pouvoir.

Des racines profondes

Ce conflit s'explique aussi par l'histoire coloniale et les choix politiques des dirigeants du pays qui vont encourager dans la population les divisions ethniques, notamment entre les Dinka et les Nuer. En effet, à l'époque coloniale, le gouvernement anglais va morceler la partie sud du Soudan en offrant des prérogatives importantes aux chefs de tribus, contournant ainsi le fonctionnement plutôt démocratique des tribus. Dans le même temps, ils vont interdire les échanges de marchandises et les déplacements des personnes entre communautés, entravant le développement de cette région.

Lors de l'indépendance du Soudan, les dirigeants de Khartoum refusent d'appliquer l'accord prévoyant une large autonomie pour le sud du Soudan et imposent la loi islamique à



La guerre nourrit la misère. DR

des populations traditionnellement chrétiennes et/ou animistes. Omar el-Béchir, le dirigeant actuel du Soudan, renforcera cette politique d'ostracisme contre les populations du sud du Soudan.

En réponse se crée le SPLA/M dans les années 1980, une organisation politico-militaire dont l'orientation plutôt socialisante avait pour but non l'indépendance de la partie sud du pays mais plutôt un Soudan ouvert où chaque communauté aurait sa place. La mort de son dirigeant John Garang va permettre aux tenants d'une indépendance du Sud-Soudan dans le SPLA/M de prendre le dessus. Les divisions entre Riek Machar et Salva Kiir remontent aux années 1990. Riek Machar à la tête de la white army va massacrer avec le soutien

du Soudan plus de 2000 Dinka. Cet épisode sanglant sera un tournant dans les relations entre les Dinka et les Nuer. Depuis, les élites alimentent cette haine ethnique. Ainsi Salva Kiir fait sien des préconisations du Conseil des Jieng, un rassemblement de dirigeants extrémistes Dinka qui préconisent la voie militaire et l'écrasement des Nuer.

Une situation qui s'empire

L'état de guerre permanent que vit le pays quasiment depuis son indépendance a totalement déstructuré les liens sociaux. On assiste à une fragmentation de la société, avec des conflits intra-communautaires qui se sont accentués par une présence massive d'armes dans le pays rendant plus difficile la recherche de

la paix. Ces différentes milices sont utilisées tant par le SPLA/M que par le SPLA/M-IO, même si ce dernier est en perte de vitesse.

Les membres du SPLM7, plus couramment appelés les « Garang's boys », des anciens du SPLA/M qui sont restés fidèles au projet politique de Garang, se prononcent pour une société multiculturelle, tolérante et égalitaire. Mais leurs voix ne sont pas audibles : lors des élections législatives de 2010, un des dirigeants les plus connus, John Luk Jok, n'a pas réussi à se faire élire dans sa circonscription.

La situation des populations est des plus difficiles. 1,6 million de personnes sont déplacées, les conditions de sécurité sont telles qu'elles ne peuvent sortir des camps et sont donc totalement dépendantes des organisations humanitaires. 900 000 personnes se sont enfuies vers les pays voisins. Le pays est exsangue, l'inflation atteint 700 %, et l'insécurité alimentaire frappe plus de cinq millions de personnes, avec des risques de famine dans certaines régions.

Ce triste bilan est à mettre à l'actif des dirigeants qui suscitent divisions et haines ethniques pour prendre le pouvoir et piller le pays avec la complicité des pays industrialisés. Comme l'indiquait le journal tanzanien *The Citizen*², voir ces seigneurs de guerres soudanais acheter des véhicules 4x4 luxueux et se pavaner dans des villas luxueuses confirme l'idée que le premier moyen d'arrêter cette guerre serait de geler l'ensemble de leurs actifs et avoirs financiers, obtenus au prix du sang des populations.

Paul Martial

1 – <http://www.rfi.fr/afrique/20170215-soudan-sud-rapport-ONU-guerre-proportions-catastrophiques-civils>
2 – <http://www.thecitizen.co.tz/magazine/politicalreforms/Freeze-assets-of-these-warlords-to-rescue-South-Sudan/1843776-3397670-104t9c/index.html>

CHILI Grève dans l'une des plus grandes mines de cuivre du monde

Depuis le 9 février dernier, 2 500 travailleurs sont en grève dans la mine Escondida, située dans le nord du Chili.

Aux mains de deux géants du secteur privé, BHP Billiton et Rio Tinto PLC (capitaux anglo-australiens), Escondida est la plus importante productrice d'« or rouge » de la planète, avec l'extraction de 900 000 tonnes par an, soit 20 % de la production chilienne (la nation qui possède la principale réserve mondiale de ce minerai).

Face à l'annonce d'une grève « illimitée », le groupe a paralysé les activités du site, affolant les spéculateurs de la bourse de Londres. Malgré les menaces du président de la mine, Marcelo Castillo, et la pression du gouvernement de Michèle Bachelet (socialiste), les mineurs ont maintenu leur mouvement, installant un piquet de grève tournant, un campement à l'extérieur de la mine (à 3100 mètres d'altitude en plein désert d'Atacama) et en ayant préalablement réuni un important fonds de soutien. Et le ministre des Finances, Rodrigo Valdés, a dénoncé cette lutte : « cette grève pourrait affecter plus gravement le produit intérieur



Le 9 février dernier à Antofagasta. DR

brut que les incendies de forêts – les plus graves de l'histoire du Chili – qui ont ravagé le pays fin janvier ».

C'est après avoir rompu les négociations que le principal syndicat de Escondida s'est lancé dans la grève, avec pour revendication principale la revalorisation des salaires, alors que le prix du cuivre a connu une augmentation de 27 % en 2016, et devrait poursuivre cette montée en flèche d'ici 2020, pour le plus grand profit des actionnaires. « Le minimum que nous demandons – a répété le dirigeant du syndicat Jaime Theoux – est de pouvoir maintenir les bénéfices de la convention collective

actuelle », en particulier pour les mineurs qui viennent d'intégrer Escondida.

Une position qui pèse...

La stratégie des entreprises minières est toujours plus de flexibilisation, alors que des milliers d'emplois ont été supprimés par les nombreux sous-traitants. Le syndicat exige quant à lui une augmentation de 7 % des salaires et une prime exceptionnelle de 38 000 dollars par personne. Si ces mineurs sont souvent qualifiés d'« aristocratie ouvrière » du fait de revenus très élevés en comparaison avec l'immense majorité du peuple

chilien, ils doivent supporter des conditions de travail extrêmes. Et c'est surtout la position stratégique qu'ils occupent dans l'économie primo-exportatrice du pays qui donne énormément de poids à leurs résistances.

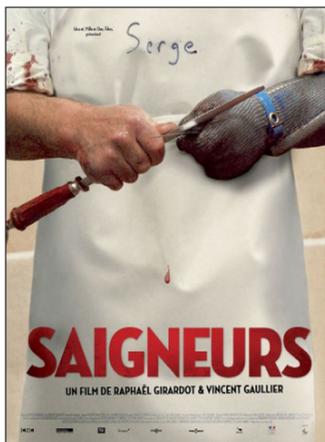
Dans un contexte de forte atomisation du mouvement syndical, héritage de la dictature mais aussi de 25 ans d'un modèle ultra-libéral (administré en grande partie par les sociaux-libéraux), cette grève pourrait montrer la voie. D'autant que la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) reste aux mains d'une bureaucratie très largement cooptée par les partis du gouvernement, à commencer par le Parti communiste...

Désormais, rôde le spectre de la grande grève d'Escondida de 2006, au grand dam des médias conservateurs et du patronat. Ce conflit dur, qui dura 25 jours, avait fait trembler le secteur minier mondial et participé de la revitalisation syndicale en cours dans tout le pays. Salvador Allende en son temps a souligné à quel point le cuivre était le « salaire du Chili ». Aujourd'hui à nouveau très largement dans les mains du capital transnational, les appels à la renationalisation des ressources minières, sous contrôle de la population, résonnent avec force.

Franck Gaudichaud

Cinéma

Saigneurs, Raphaël Girardot et Vincent Gaullier



Entretien. Mercredi 1^{er} mars est sorti en salle *Saigneurs*, un documentaire de **Vincent Gaullier et Raphaël Girardot**. Les auteurs ont posé leur caméra et leurs micros au sein d'un abattoir, au plus près du travail des ouvriers. Les images sont impressionnantes, en premier lieu parce qu'elles sont rares voire inédites, mais aussi parce qu'on est aux premières loges du travail d'une chaîne de démontage qu'est un abattoir. Rencontre avec les deux auteurs de ce très bon documentaire, utile pour comprendre et pour débattre.

La première chose qui marque, ce sont ces images de travailleurs dans un abattoir. Si les images du travail sont assez rares au cinéma, celles des abattoirs sont exceptionnelles. Comment avez-vous pu accéder à ces ateliers et comment avez-vous travaillé ?

Cela nous a pris plus de trois ans pour trouver un patron qui accepte nos conditions : tourner librement sur la chaîne, dans les vestiaires, interroger les ouvriers comme on le voulait. Nous l'avons convaincu de la nécessité de rendre visibles ces femmes et ces hommes, de leur donner la place d'être écoutés et d'être regardés, de restituer leurs gestes, leur noblesse. Sur place, nous avons trouvé la fierté de leur savoir-faire, leur puissance autant que leur fragilité. Et puis peu à peu la tragédie de leur histoire, celle de la condition ouvrière.

Le premier jour, nous avons récupéré nos tenues réglementaires, les mêmes que celles des ouvriers, pris possession de nos casiers de vestiaire et de nos badges et nous sommes rentrés dans cette grande boîte noire qu'est un abattoir.

Il nous a fallu du temps pour se faire accepter, tant l'a priori est fort vis-à-vis de ceux qui, de l'extérieur, portent un regard sur eux. Et puis à force de revenir de jour en jour, de prendre du temps avec la majorité d'entre eux, de les interroger, ils se sont mis à se confier à nous. Ensuite le tournage a débuté, Raphaël à l'image, Vincent au son. Nous avons forcément perdu un peu d'audition lors de ces journées, malgré nos protections, vu plus de sang que depuis notre naissance, ressenti l'odeur de la mort comme jamais, et éprouvé de la peur régulièrement... Mais nous avons toujours été poussés par la puissance des abatteurs et la force de leurs attentes vis-à-vis du film et des répercussions qu'il aurait sur le « monde extérieur », ignorant de ce qui se joue derrière les murs d'un hall d'abattage.

Les conditions de travail semblent particulièrement dures pour ces ouvriers. Pouvez-vous nous parler des conséquences pour leur santé ?

La cadence de la chaîne est telle que c'est sur l'ensemble du corps que les conséquences se font ressentir : épaules foutues, coudes raides, dos cassés, bras musclés... mais devenus incapables de soulever un pack d'eau à 50 ans ! Doigts perdus d'arthrite, quand ils n'ont pas été arrachés ou coupés par les machines, entailles de couteau dans la cuisse, dans le ventre ou même juste au-dessous du cœur... Sans oublier la nervosité et l'agressivité ramenées à la maison. Voilà ce que l'on a vu. On peut aussi donner des chiffres officiels pour avoir une vue d'ensemble. Chaque année, sur 1000 salariés travaillant dans un abattoir industriel

comme celui où nous avons tourné, il y a 270 accidents du travail, 9 fois plus qu'en moyenne chez les salariés tous métiers confondus. Concernant les maladies professionnelles, les données sont plus saisissantes encore : on compte 70 maladies professionnelles par an, 25 fois plus en moyenne que chez les salariés tous métiers confondus.

En fait, l'abattoir n'est qu'une loupe grossissante de tous les lieux industriels. Cette maltraitance est malheureusement très bien partagée entre tous les ouvriers, ceux du BTP, de l'industrie chimique, du secteur agricole, ... ce qui fait 5 ou 6 millions de personnes. 5 ou 6 millions de personnes dont l'espérance de vie est plus courte que celle d'un cadre, 6 années et quelques mois de moins. 5 ou 6 millions de personnes qui à 45 ans ont un risque de mourir dans l'année 2,5 fois supérieur à celui d'un cadre.

On ne parle généralement des abattoirs que pour parler de la souffrance

animale. Quel lien faites-vous entre cette question et le traitement réservé dans ces lieux aux hommes ?

Le lien est celui-ci : en limitant la souffrance faites aux hommes, on évite les cas de maltraitance animale. Cette réalité, même les parlementaires la reconnaissent. Du moins ceux de la commission d'enquête qui a été lancée suite aux images de violences faites aux animaux de l'association L214. Ils ont auditionné syndicalistes, ouvriers, patrons, sociologues, membres d'association de défense des animaux, ... Tous ont fait ce lien entre les conditions de travail des ouvriers, la pénibilité de ce métier et les risques de maltraitance animale. Le député Olivier Faloni, rapporteur de cette commission, l'écrit dans ses conclusions : « bien-être humain et bien-être animal sont liés ».

Et puis, après ce rapport de la commission, rien. La loi ensuite adoptée le 12 janvier dernier ne mentionne aucun article contraignant quant à la prévention et à la formation des ouvriers. Par contre une mesure

phare, bien dans l'air du temps, « policière » : la mise en place de la surveillance vidéo là où les bêtes sont hébergées, la boulangerie, ou mises à mort, la tuerie. Pour les ouvriers, cette mesure va encore resserrer la vis hiérarchique, et pour les animaux, cela ne va rien changer, car ceux qui regarderont ces images connaissent déjà la situation.

Comme s'il ne suffisait pas que les ouvriers d'abattoir souffrent dans leur corps, portent dans leur tête notre culpabilité ou notre déni face à ces lieux, ils devront maintenant subir le regard suspicieux d'un dispositif disciplinaire de contrôle traquant les dérapages individuels, les renvoyant tous en bloc au statut de délinquant potentiel. Cela conforte la vindicte populaire qui appelle ces ouvriers tueurs, bourreaux ou même kapos... C'est aux seuls ouvriers, dernier maillon d'une chaîne de responsabilités, que l'on impute les cas de maltraitance animale.

Propos recueillis par Pierre Baton

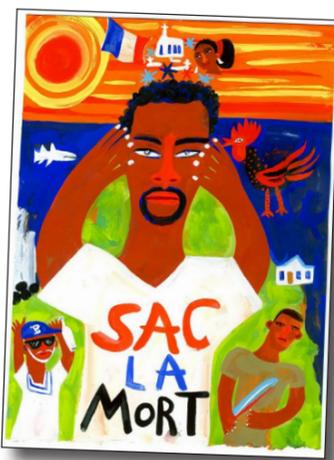
Pour plus d'infos : <http://saigneurs.fr>

Cinéma

Sac la mort, Emmanuel Parraud

Avec Patrice Planesse, Charles-Henri Lamonge et Nagibe Chader. Sortie le mercredi 15 février

Probablement le premier long métrage tourné entièrement à la Réunion. Film surprenant, déroutant quant à la forme et au sujet traité. Une histoire policière au sein de la population Cafre, les descendants des esclaves de l'île, qui traditionnellement vivent sur les hauteurs, bien loin du littoral et des maîtres blancs. Ce n'est pas un polar. C'est autre chose. L'assassin rencontre d'ailleurs dès le début du film Patrice, le frère de la victime, et on suit ce dernier dans ses réactions, ses hésitations, ses colères, ses fuites, avec une logique qui échappe à celui ou celle qui ne connaît pas cette culture.



Les acteurs, non professionnels, sont impressionnants de nature. Ils ne jouent pas, ils sont les personnages, et chaque jour, pendant le tournage, ils emmenaient le film dans des directions imprévues. Emmanuel Parraud a délibérément voulu être dedans, au plus près des corps, souvent en gros plan, jusqu'à l'œil du poulet qui va être sacrifié dans un rituel magique pour conjurer le mauvais sort avec un sac la mort.

Une toute petite diffusion pour ce film qu'il faut aller voir parce qu'il vous incite à en savoir plus sur cette île complexe.

Jean-Marc Bourquin

Essai

Désobéir aux grands projets inutiles, Les désobéissants

Éditions Passager clandestin, 2016, 5 euros

La première partie de l'ouvrage ausculte l'émergence de ces GPII, les « liens incestueux » entre les éluEs et les sociétés qui doivent mener les projets, les formes de « démocratie hors sol », les « infrastructures de classe », tels ces TGV que seuls utiliseront les cadres pour rejoindre plus vite La Défense, et se conclut sur la nature des GPII : « le fruit pourri d'un système démocratique soumis aux lois de l'économie de marché ».

Ensuite, la visite guidée des GPII passe bien sûr par le Larzac, Plogoff et Notre-Dame-des-Landes... sans négliger des

dossiers plus modestes (comme les 1000 vaches) ou plus éloignés (comme les luttes anti-routes et autoroutes menées en Grande-Bretagne, car les GPII n'ont pas de frontière !).

Pour terminer, l'ouvrage prend la forme d'un petit guide assez complet à l'intention de résistantEs débutantEs, reposant sur l'articulation entre des démarches « d'éducation populaire, de lobbying, de mobilisation citoyenne ». Comment admettre des perspectives différentes, débattre sur la place du conflit au sein de la lutte, de la place de la violence, de l'humour, pour résister... tout en

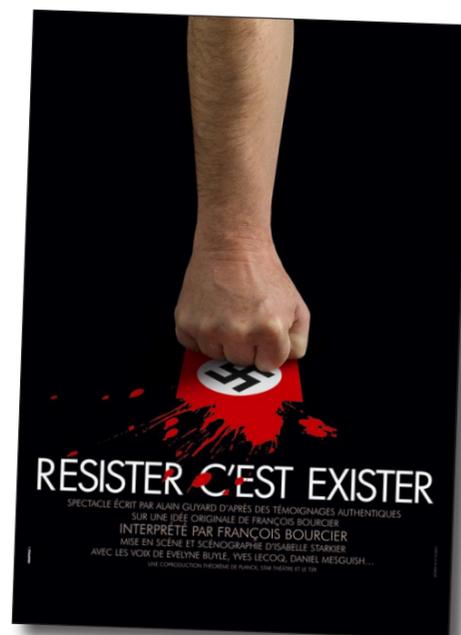


n'oubliant pas de vivre, d'exister, de créer, de se faire plaisir, dans les luttes. Un petit livre qui ne demande qu'à être mis en pratique, sans modération !
Vincent Gibelin

Théâtre

Résister c'est exister, Alain Guyard

Avec François Boursier. Mise en scène par Isabelle Starkier. Au Studio Hébertot (78 bis boulevard des Batignolles, Paris 17^e) jusqu'au 19 mars 2017



C'est un très beau spectacle. *Résister, c'est exister*, l'intitulé du spectacle attire par lui-même. Alors nous y sommes allés et en sommes sortis touchés et enthousiasmés.

C'est un spectacle intelligent, très « militant », qui a pour thème l'occupation nazie en France entre 1940 et 1944. La pièce est une succession de petites histoires, de scénettes qui exposent des actes de résistance, petits et grands. Des faits qui passeraient inaperçus ou apparaîtraient anodins, mais qui dans ce contexte deviennent des gestes importants et cruciaux. François Bourcier, seul en scène, incarne – merveilleusement bien – successivement des femmes, des hommes, des jeunes, des vieux, un enseignant, un policier, un boucher mais aussi le colonel Fabien... Des personnages qui sont entrés en résistance à leur manière, avec leurs moyens, contre l'opresseur et le racisme, par courage, par dignité, par solidarité.

Tous ces personnages, toutes ces histoires, sont tirés de faits réels. La mise en scène est originale, et les costumes suspendus vont permettre au comédien, plein d'énergie, d'endosser ces différents personnages.

C'est profondément humain, émouvant, drôle, mais aussi triste, parce que ce sont des personnes qui paieront de leur vie. Cette pièce résonne avec notre époque. Résister ce n'est pas seulement s'opposer hier à l'occupant nazi et à l'antisémitisme, c'est aussi résister aujourd'hui aux politiques xénophobes et racistes, se montrer solidaire des migrants, des sans-papiers, et accepter parfois de se mettre dans l'illégalité. Une des forces du spectacle est justement de faire ce lien avec les résistances d'aujourd'hui. À voir absolument à Paris pour quelques jours encore, et dans certaines villes dans le pays.

Béatrice et Philippe

Plus d'infos : <https://www.studiohebertot.com/resister-c-est-exister>

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

Est-ce que tu t'attendais au mouvement actuel de révolte suite au viol de Théo ?

Oui. Ça fait longtemps qu'on dénonce ce qui se passe. Avec les autres familles on avait créé des liens avec les jeunes dans les quartiers, on avait aussi développé des liens avec des groupes autour du cas de Rémi Fraisse, avec l'Assemblée des blessés. On a aussi réussi à peser avec les réseaux sociaux. Là c'est la goutte qui a fait déborder le vase. Les jeunes se sont identifiés à Théo. Il y avait un ras-le-bol des contrôles au faciès, de la violence de la police, de la stigmatisation...

Est-ce que tu penses qu'il y a un lien avec le mouvement du printemps dernier ?

Oui. Avec le mouvement contre la loi travail, il y a des militants et des lycéens qui ont subi la violence policière, regarde le lycéen de Bergson. Il y a eu une prise de conscience de gens qui ne se sentaient pas concernés. Et cela a fait que les jeunes des quartiers qui banalisent ce qu'ils subissent se rendent compte que d'autres gens sont solidaires. Alors les langues se délient.

Quel est le message le plus important sur Théo ?

Il faut surtout ne pas faire de ces violences des exceptions. C'est la vision des médias et des syndicats policiers. Une semaine avant Théo, un de ses amis, Mohammed, avait aussi subi des violences. Nous, on l'avait posté sur notre page facebook. Cette violence, elle est récurrente dans les quartiers. Pour les militants, c'est à l'occasion des manifestations. Mais en fait cette violence est structurelle. Adama Traoré était le huitième mort de l'année 2016. Il ne faut pas attendre que ce soit médiatisé pour dénoncer.

Qu'attends-tu du procès en appel du policier qui a tué ton frère ?

Ce que l'on veut, c'est d'abord rétablir la vérité. Amine a été présenté comme un braqueur, ce qui était faux au moment des faits. Chaque fois, il y a une criminalisation de la victime, comme ils le font en ce moment avec la famille de Théo, afin de légitimer la violence de la police. Dans le cas d'Amine, il avait un passé judiciaire, mais cela ne change rien, c'est lui la victime, c'est lui qui a été tué d'une balle dans le dos. Mais quand on parle de braqueur, ça ne suscite pas la même émotion. Même moi, sa sœur, au début, j'ai pensé «il a joué, il a perdu»... Nous on a fait un travail d'investigation que devraient faire les journalistes qui ne font que reproduire le communiqué

19 MARS « N'attendre les choses que de nous, nous organiser »

Entretien. Amal Bentounsi est la sœur d'Amine, 20 ans, tué par la police d'une balle dans le dos il y a cinq ans. Du 6 au 10 mars se tiendra le procès en appel du policier qui a été acquitté il y a un an. Elle a créé l'association «Urgence Notre Police Assassine» et fait partie des familles initiatrices de l'appel à la Marche nationale du 19 mars «pour la dignité et la justice, contre le racisme, les violences policières, la hogra et la chasse aux migrantEs».



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILLO

de la préfecture disant «un braqueur multirécidiviste a été tué»... Et puis on veut obtenir justice. Il y a les témoignages accablants qu'on a accumulés, puis un policier est venu à la barre pour avouer qu'il avait menti afin de protéger son collègue. Mais il a été acquitté! Tant qu'il n'y aura pas d'exemple concret d'un flic condamné, ils continueront. Théo et Adama en sont la conséquence.

Y-a-t-il des initiatives autour du procès ?

Attends, avant, il y a aussi la nouvelle loi votée le 15 février qui légalise le permis de tuer, alors que l'on a déjà du mal à obtenir justice. Il n'y a eu que deux condamnations en 40 ans de policiers en service! Ils sont un peu plus facilement condamnés si ils ne sont pas en service. Avec cette loi, si Théo avait résisté dans la voiture, ils auraient pu tirer. Il faut empêcher que cette loi soit promulguée. Il faut continuer à faire signer la pétition #nonaupermisdetuer¹. Ce gouvernement socialiste qui va partir s'est empressé de faire voter cette loi. Les familles et les quartiers s'en souviendront...

Pour le procès, on a besoin d'être nombreux, plus nombreux que les policiers qui viendront soutenir leur collègue.

Pourquoi avez-vous lancé l'appel à la marche du 19 mars ?

Parce que la question des violences policières doit être centrale dans la période des élections. Pour alerter sur cette violence institutionnelle et structurelle. Pour dire que ça doit changer. Il est important de nous faire entendre à ce moment-là.

Et quel est le sens du lien que vous faites entre les violences policières, le racisme, la chasse aux migrantEs ? À la marche, il y aura des cortèges de sans-papiers, des travailleurs des foyers actuellement en lutte, des chibanis...

Il s'agit d'une violence d'État. On a tous affaire à la police. Il est donc important de relier ces luttes de celles et ceux qui subissent le racisme et cette violence au quotidien.

Un meeting de mobilisation prévu dans la région lyonnaise a d'abord été déplacé suite à des pressions de la mairie de Vaulx-en-Velin, puis annulé au dernier moment par la salle suite à des menaces de groupes fascistes. Cela t'évoque quoi ?

Cela montre à quel point nous en sommes. Le racisme est de plus en plus pesant, la parole libérée. C'est de plus en plus dangereux. Il y a 5 ans j'avais parlé d'un processus d'extermination à petit feu et on me disait que j'exagérais. Bientôt certains devront porter le croissant comme il y a eu l'étoile jaune dans le passé. Il y a le terrorisme et l'état d'urgence. On utilise ça pour dire que tous les musulmans, les Arabes et les Noirs,

sont des terroristes. Le racisme est en train de se propager dans toute la société. 70% des policiers en activité votent FN. Ça sera la guerre civile bientôt. Ce gouvernement n'a rien fait pour éviter cette situation. On pourra dire qu'ils ont du sang sur les mains.

Attends-tu quelque chose de l'élection présidentielle ?

J'attends que le peuple se réveille, que les gens des quartiers se réveillent, qu'on s'organise à notre tour. On s'intéresse à nous juste avant les élections mais on n'est plus dupes. On nous l'a déjà fait à l'envers. Il faut que les convergences s'organisent avec ceux qui le veulent. Il ne s'agit pas que des quartiers populaires mais de tous ceux qui luttent pour leurs droits, pour vivre dans de bonnes conditions, contre le réchauffement climatique, etc. Parce que nos droits se perdent, et d'abord le droit de contester. C'est l'ensemble de la société qui est touchée, l'état d'urgence concerne tout le monde.

Ce qui nous ramène à la marche du 19 mars ?

Oui, c'est ça l'alternative aux élections. Il faut penser autrement que ce qu'on nous propose. Parce que ça ne nous convient pas, ça ne marche pas. C'est juste pour que les riches aient plus de privilèges, pour ceux qui pillent l'argent public, pendant que le racisme, la stigmatisation, le chômage, continuent. Il faut une convergence. Penser le monde autrement. Personnellement je n'irai pas voter. Il ne faut attendre les choses que de nous, nous organiser.

Propos recueillis par Denis Godard
1 - <https://www.change.org/p/une-urgence-dire-nonaupermisdetuer>

Le Monde.fr «L'HUMILIATION ORDINAIRE». J'ai un fils adoptif de 16 ans qui est noir. Appelons-le Gérard. Il ne relève pas des «explications» sociologiques et misérabilistes ordinaires. Son histoire se passe à Paris, tout bonnement.

Entre le 31 mars 2004 (Gérard n'avait pas 15 ans) et aujourd'hui, je n'ai pu dénombrer les contrôles dans la rue. Innombrables, il n'y a pas d'autre mot. Les arrestations: six! En dix-huit mois... l'appelle «arrestation» qu'on l'emmène menotté au commissariat, qu'on l'insulte, qu'on l'attache à un banc, qu'il reste là des heures, parfois une ou deux journées de garde à vue. Pour rien.

Le pire d'une persécution tient souvent aux détails. Je raconte donc, un peu minutieusement, la toute dernière arrestation. [...] C'est alors que se range le long du trottoir, tous freins crissant, une voiture de police. Deux de ses occupants bondissent sur Gérard et Kemal, les plaquent à terre, les menottent mains dans le dos, puis les alignent contre le mur. Insultes et menaces: «Enculés! Connards!» Nos deux héros demandent ce qu'ils ont fait. «Vous savez très bien!» [...]

Au commissariat, c'est, nous raconteront-ils, le moment le plus «mauvais». Menottés au banc, petits coups dans les tibias chaque fois qu'un policier passe devant eux, insultes, spécialement pour Gérard: «gros porc», «crado»... On les monte et on les descend, ça dure une heure et demie sans qu'ils sachent de quoi ils sont accusés et pourquoi ils sont ainsi devenus du gibier. Finalement, on leur signifie qu'ils sont mis en garde à vue pour une agression en réunion commise il y a quinze jours. Ils sont vraiment dégoûtés, ne sachant de quoi il retourne. Signature de garde à vue, fouille, cellule. Il est 22 heures. À la maison, j'attends mon fils.

Téléphone deux heures et demie plus tard: «Votre fils est en garde à vue pour probabilité de violences en réunion.» J'adore cette «probabilité». Au passage, un policier moins complice a dit à Gérard: «Mais toi, il me semble que tu n'es dans aucune des affaires, qu'est-ce que tu fais encore là?» Mystère, en effet.

S'agissant du Noir, mon fils, disons tout de suite qu'il n'a été reconnu par personne. C'est fini pour lui, dit une policière, un peu ennuyée. Tu as nos excuses. [...] On nous téléphone bien après 22 heures de venir récupérer notre fils, il n'a rien fait du tout, on s'excuse. Des excuses? Qui peut s'en contenter? Et j'imagine que ceux des «banlieues» n'y ont pas même droit, à de telles excuses. [...] On a les émeutes qu'on mérite.

Alain Badiou, *Le Monde*, 15 novembre 2005 (déjà...)

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN
.....
BIC
.....

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

